



HAL
open science

Le journaliste scientifique en temps de crise

Pierre Munsch

► **To cite this version:**

Pierre Munsch. Le journaliste scientifique en temps de crise. Sciences de l'information et de la communication. 2011. dumas-00704081

HAL Id: dumas-00704081

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00704081v1>

Submitted on 5 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le journaliste scientifique en temps de crise

**Nom : MUNSCH
Prénom : Pierre**

UFR des sciences de la communication

Mémoire de master 2 recherche - 24 crédits – Sciences de l'Information et de la
Communication

Sous la direction de Isabelle Pailliar

Année universitaire 2010-2011

MOTS-CLÉS : sciences, médias, journalisme scientifique, événement médiatique, ...

RÉSUMÉ

Les journalistes scientifiques ne sont pas tout à fait des journalistes comme les autres. Aux prises avec le champ scientifique comme avec le champ médiatique, ils subissent des contraintes venant de toutes parts. Leurs pratiques et leurs représentations sont constamment en décalage et leur rôle devient de plus en plus imprécis. Ce document propose de re-préciser la position du journaliste scientifique, acteur incontournable de la communication scientifique au travers d'une approche en lien avec l'actualité récente remise dans la perspective des courants de pensée qui jalonnent l'histoire des sciences de l'information et de la communication. Ainsi il propose une remise en question du rapport entre science, médias et société, dans nos démocraties contemporaines.

KEYWORDS : science, medias, science journalism, media event

ABSTRACT

Science journalists are not quite like other journalists. Faced with the scientific field as with the media field, they are constrained from all sides. Their practices and ideology are constantly shifting and their role becomes increasingly inaccurate. This document proposes to re-emphasize the position of science writer, actor of scientific communication through an approach in connection with recent events and through the Information and communication sciences theories. Thus it offers a challenge to the relationship between science, media and society, in our contemporary democracies.

Sommaire

Introduction.....	4
I. Journaliste scientifique et médias.....	12
1. Le journalisme scientifique comme sous-profession.....	12
2. L'idéologie : base de la légitimité du journaliste scientifique:.....	19
3. Effet de scientificité sur effet d'écran.....	25
II. Journalistes scientifiques et sciences.....	32
1. La vulgarisation scientifique.....	33
2. Le discours de médiatisation scientifique.....	38
3. Evolution du rôle de journaliste scientifique.....	41
III. Journalistes scientifiques et pouvoirs.....	47
1. La culture scientifique :.....	47
2. De l' « industrie culturelle » aux « Industries culturelles ».....	50
3. L'espace public scientifique.....	54
Conclusion.....	57
Annexes.....	61
Annexe 1 :.....	61
Annexe2 :.....	66
Bibliographie :.....	71

Introduction

Les rapports entre sciences et société font l'objet de nombreuses recherches dans différentes disciplines scientifiques. Les sciences de l'information et de la communication ne font pas exception. L'intérêt pour ce sujet est justifié par la complexité des enjeux qui le sous-tendent. Parmi eux, on peut s'interroger sur l'enjeu démocratiques de ce rapport. Est-ce que la façon dont les sciences sont représentées et pratiquées ne conditionnent pas d'une certaine manière la façon dont les démocraties fonctionnent ? Est-ce que les sciences et la manière dont on se les représente constituent une menace ou au contraire un soutien pour la démocratie ? Est-ce que la compréhension des représentations et des pratiques liées aux sciences peut permettre de maîtriser l'évolution de notre société ?

Notre société est confrontée à de nombreuses problématiques liées à ses activités et à son environnement (Sûreté nucléaire, Réchauffement climatique, Catastrophes naturelles, Epidémies etc...) pour lesquelles on pourrait penser que les sciences et les techniques éclairent et apportent des solutions appropriées, sans que l'on ait besoin de douter de leur capacité à le faire et donc d'en débattre. Cette représentation que l'on peut se faire des sciences et techniques et de leur rapport avec la société ne vient pas ex-nihilo. Elle est le fruit d'une construction individuelle mais aussi sociale, parce qu'elle est socialement partagée, qui consiste justement à placer les sciences et les techniques de cette manière vis-à-vis de la société. Elle procède d'une construction que l'on peut qualifier de « positiviste », à travers laquelle les sciences sont portées aux nues, érigées en détentrices du savoir légitime. Le positivisme, né des réflexions d'Auguste Comte au début du XIXème siècle, résulte d'une réflexion sur les relations entre connaissances et sociétés qui segmente l'évolution de l'esprit humain et des sociétés selon trois « états »¹: L'état théologique, l'état métaphysique et l'état positif. Dans le premier, les phénomènes

¹ VINCK Dominique, *Sociologie des sciences*, Paris, Armand Colin, 1995, p 15

que l'on observe sont décrits par des forces ou des êtres qui ressemblent aux humains (dieux, esprits, démons etc...). Dans le second état, ils sont décrits par des entités abstraites (L'universel, la Nature etc...). Dans le troisième, les phénomènes sont simplement observés et des liens sont établis entre eux sous forme de « lois ». Pour Auguste Comte, il s'agit de l'état de conscience le plus abouti si bien que « le scientifique doit imposer son verdict aux ignorants ». Cette pensée positiviste suppose que tout est déterminé, ordonné, structuré d'une certaine manière, en dehors de tout rapport au social et que les sciences sont le moyen pour l'humanité et la société d'accéder à cette structure, de s'affranchir du joug de l'ignorance, de « progresser ». L'idée de « progrès » accompagne le positivisme et dénote d'une confiance absolue dans l'évolution des sciences et des techniques, la technique considérée comme une forme actualisée des savoirs scientifiques. Pour les tenants du positivisme, il en va du progrès social comme du progrès technique, les sciences ne pouvant qu'apporter une meilleure compréhension du réel. Ce qui aboutit à des constatations qui interpellent : « Depuis que nos sociétés se veulent démocratiques, depuis qu'elles ne reconnaissent plus (officiellement) d'autorité supérieure à la volonté des populations, le seul argument d'autorité quant à ce qui est possible et ce qui ne l'est pas provient toujours, d'une manière ou d'une autre, de la science »¹. Cette conception des sciences et du développement va de paire avec une vision de la « communication scientifique » comme moyen de diffuser des savoirs qui ne peuvent être remis en question puisqu'ils ont été dévoilés par le seul moyen légitime, l'exercice de la raison. Cette vision « diffusionniste » postule que « le progrès ne peut venir à la périphérie que de l'irradiation par les valeurs du centre »². La « communication scientifique » serait donc un moyen, pour les sociétés humaines, de « progresser » en s'imprégnant des savoirs que les sciences produisent.

¹ STENGERS Isabelle, *Sciences et pouvoirs : La démocratie face à la technoscience*, Paris, La découverte, 2002, p.7

² MATTELART Armand et Michelle, *Histoire des théories de la communication*, Paris, La découverte, 2004.p.9

Plus tard, les apports de nombreuses recherches et réflexions en sciences de la communication, en sociologie, en histoire ou encore en philosophie montrent que les rapports entre science et société sont beaucoup plus complexes qu'on ne l'imaginait et battent en brèche l'idéologie positiviste. Le déterminisme technique et le modèle de « co-évolution technique-société » laisse place au constructivisme social, puis au modèle du tissu sans couture et enfin à des modèles socio-technologiques qui considèrent que l'on ne peut saisir les objets techniques sans prendre en compte les liens entre les acteurs de la société, le « lien social »¹. Pendant ce temps la vision diffusionniste de la communication fait l'objet de critiques similaires et laisse place à des modèles qui prennent en compte la complexité des communications interpersonnelles et des logiques d'acteur².

Dès lors, on peut se demander si les représentations et pratiques sociales pourraient s'être imprégnées de ces réflexions, en particulier dans le domaine des « pratiques de communication scientifique ». Notre hypothèse consiste à penser que ces apports théoriques mettent du temps à imprégner les pratiques sociales, surtout dans les « pratiques de communication scientifique » et que cela s'en ressent dans les moyens dont disposent les citoyens pour faire des choix qui les concerne éminemment.

Mais il nous faut préciser ce que l'on entend par « pratiques de communication scientifique ». Il existe, en France comme ailleurs, plusieurs types d'acteurs qui agissent pour communiquer l'« information », les « savoirs », « les représentations du réel » ou la « culture » que construisent les sciences. Certains se focalisent sur le partage de savoirs entre chercheurs ou avec des apprentis chercheurs, entre laboratoires et instituts, d'autres s'intéressent plutôt à mettre en relation le monde scientifique ou « champ » ou « sphère » scientifique avec la « sphère publique ».

¹ VINCK Dominique, *op.cit*, pp231- 254

² MATTELART Armand et Michelle, *op.cit*, p.88

Ce faisant, ces derniers « mettent en public », ou « publicisent » la science, pour reprendre l'expression utilisée (et critiquée) par Bernard Schiele¹.

Pour savoir si ces pratiques de « communication scientifique » se sont imprégnées des apports théoriques post-positivistes, il faudrait examiner l'idéologie qui motive les praticiens, ainsi que celle qui émerge de leur activité. Les sciences de l'information et de la communication s'intéressent depuis longtemps à la « communication scientifique », à l'idéologie liée aux sciences, aux rapports entre les sciences et la société mais finalement assez peu de travaux portent spécifiquement sur les acteurs de la « communication scientifique » eux-mêmes. Nous analyserons les pratiques d'acteurs pour expliciter des logiques sociales, considérant que les structures ne peuvent être approchés finement qu'à travers la mise en relation de l'acteur, de ses actions et interactions sur et avec le reste de la société (ses pratiques) et du système dans lequel il est plongé lequel est gouverné par des représentations symboliques et langagières. Nous nous inscrivons ainsi dans une filiation critique vis-à-vis de la théorie de l'« agir communicationnel » développé par Jürgen Habermas

La théorie de l'agir communicationnel nous paraît particulièrement digne d'intérêt parce qu'elle postule une crise de la démocratie à cause de l'autonomisation des « dispositifs sociaux qui devraient faciliter les échanges et le déploiement de la rationalité communicationnelle » qui font « circuler l'information, mais entravant [...] les activités d'interprétation des individus et groupes sociaux »². Parmi ces « dispositifs sociaux » de communication, nous nous intéressons spécifiquement aux médias. Or, il nous semble que le « champ médiatique », loin de s'être autonomisée, est plutôt passée d'une soumission à des impératifs politiques vers

¹ SCHIELE Bernard, « Publiciser la science ! Pourquoi faire ? (revisiter la notion de culture scientifique et technique) », in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp 11-52

² MATTELART Armand et Michelle, *op.cit*, p.79-81

une soumission à des impératifs économiques. Nous souhaitons nous questionner sur l'influence de ce processus sur les jeux d'acteurs. Il nous semble que cette dépendance au pouvoir économique favorise peut-être un primat du positivisme dans les discours médiatiques sur les rapports science/société.

Ceci étant, les acteurs de la « communication scientifique » sont nombreux et il paraît raisonnable de les examiner séparément. Parmi les acteurs de la « communication scientifique », ceux qui se trouvent dans le champ médiatique nous paraissent avoir une importance particulière parce que les médias ont la particularité de toucher une très large frange de population. Ils jouent donc probablement un rôle très important dans la constitution de représentations collectives, à fortiori sur les sciences et techniques.

Or lorsqu'on se demande quel praticien de la « communication scientifique » fait le lien avec le monde médiatique, on pense naturellement au journaliste scientifique .

Mais qui est vraiment ce fameux journaliste scientifique ? Est il plutôt un journaliste ou plutôt un médiateur scientifique ? Comment aborder sa place, son rôle ou son influence dans la société ? S'il est bien un praticien de la « communication scientifique », quelle idéologie marque ses propres représentations, les représentations qu'il produit et qu'il communique ? Quelle est l'influence que lui accorde son statut dans la construction des représentations collectives sur la science ?

Et si l'analyse de la position et des pratiques sociales des journalistes scientifiques, de leurs représentations et de celles qu'ils produisent dans la « sphère publique », permettait de confondre l'idéologie qui les anime et pouvait ainsi conduire à une remise en question des rapports entre sciences et sociétés démocratiques ?

Pour essayer de répondre à cette question, nous avons décidé de partir de l'observation des pratiques de communication des journalistes scientifiques pendant la période particulière qu'a constitué l'accident nucléaire de Fukushima. Ce choix nous paraît logique étant donné que la question du nucléaire intéresse au

plus haut point la « sphère scientifique » comme le reste de la société. De plus, l'événement est récent et nous renseignera donc sur les pratiques et les représentations actuelles, permettant à priori de cerner d'éventuelles évolutions par-rapport à ce que la littérature nous donnera comme autres indications.

Notre étude sera axée plus particulièrement sur les « journalistes scientifiques » francophones pour des raisons de traitement des informations collectées, l'effort de traduction étant coûteux en temps et la qualité de nos traductions étant de toute façon discutable.

La première partie de ce mémoire fera la part belle à l'inscription du journaliste scientifique dans le « champ médiatique ». Nous essaierons de vérifier l'hypothèse selon laquelle le journaliste scientifique a une position ambiguë, dans laquelle ses pratiques sont en décalage avec ses représentations.

Pour commencer, il nous faut définir de la manière la plus précise possible ce que nous entendons par journaliste scientifique. Comment situer les « journalistes scientifiques » dans le milieu professionnel des journalistes ? Les « journalistes scientifiques » peuvent-ils encore être considérés comme des journalistes, ou bien sont-ils d'autres professionnels aux pratiques similaires ? Quelles différences y'a-t-il entre les représentations qui entourent le « journaliste scientifique » et le « journaliste » ? Pour le savoir nous nous appuyerons sur les travaux de plusieurs auteurs du champ des sciences de la communication. Nous espérons ainsi esquisser les premiers traits de l'idéologie qui anime les journalistes scientifiques, mais surtout mieux identifier leur groupe ou sous-groupe social.

Une fois ceci fait, nous nous intéresserons plus particulièrement aux pratiques des journalistes scientifiques que l'on peut observer à travers l'actualité pour voir ce qu'elles ont de particulier. Qu'est-ce que ces pratiques peuvent nous apprendre sur le rapport entre les journalistes scientifiques et les médias ? Sur quelle base les journalistes scientifiques peuvent ils s'appuyer pour se positionner dans le champ ? Pour ce faire, nous allons analyser un corpus d'articles issus de l'actualité récente. Pour des raisons pratiques, le corpus sera plutôt réduit. Nous nous en tiendrons

pour l'instant à l'exploration des logiques propres à la presse écrite généraliste. Nous généraliserons nos observations à l'ensemble des médias généralistes, donc sur la base d'une approximation qui consiste à penser que tous les médias généralistes fonctionnent à peu près de la même manière.

Nous essaierons ensuite de saisir ce qui se joue lorsque des discours de journalistes scientifiques sont mis en action dans les médias. Nous proposons d'observer ce que le journaliste scientifique produit de plus, ou de différent des autres journalistes, à travers son discours et les idées qu'il véhicule. Nous prendrons encore appui sur notre corpus et chercherons à tirer des informations supplémentaires à l'aide d'une analyse socio-discursive.

La seconde partie de notre travail de mémoire sera focalisé sur les liens d'interdépendance entre sphères médiatique et sphère scientifique. Nous espérons ainsi mettre au jour les évolutions du rôle du journaliste scientifique vis-à-vis de la science et là encore, observer des décalages entre pratiques et représentations.

Nous commencerons par questionner la notion de « vulgarisation » pour voir s'il est encore possible de considérer le journaliste scientifique comme un acteur de la vulgarisation. Comment les journalistes scientifiques abordent-ils leur propre rôle ? Perçoivent-ils des évolutions dans leur rapport aux sciences ? Pour le savoir, nous mettront l'accent sur les conceptions fondatrices et les critiques du concept de vulgarisation.

Ces critiques nous amèneront à réfléchir dans un seconde chapitre à la manière actuelle de situer les discours des journalistes scientifiques à travers le modèle théorique de « contrat de communication ». Ce modèle permet-il de mieux décrire la façon dont communiquent les journalistes scientifiques ? Nous permet-il de cerner des évolutions dans le rôle des journalistes scientifiques ?

Nous observerons ensuite, à travers l'exemple d'une approche historique focalisée sur le rapport entre institutions scientifiques et médias, ce que peut nous enseigner

l'histoire mis en regard avec les théories de la communication. Il nous paraît en effet pertinent de positionner l'actualité vis-à-vis de l'histoire, pour ne pas perdre de vue que les théories sont à mettre en lien avec l'époque où elles sont conçues. Qu'est-ce qu'une approche historique peut nous apprendre sur l'évolution des liens entre médias et science ? le rôle des journalistes scientifiques évolue t'il indépendamment ou de concert avec le rôle des médias ?

Dans une troisième partie, nous étudierons le rapport entre journalistes scientifiques et pouvoirs et essaieront de ramener notre travail vers la problématique de l'exercice de la citoyenneté. Nous espérons ainsi déterminer le rôle que peut jouer le journaliste scientifique et son activité dans le développement de nos démocraties.

Pour ce faire nous commencerons par nous intéresser à la notion de « culture scientifique » qui, pour paraître éloignée des représentations propres au journaliste scientifique, est par contre très liée aux notions de pouvoir. Nous espérons ainsi ouvrir des interrogations sur le rôle du journaliste scientifique vis-à-vis de cette « culture » particulière.

Ensuite, nous avancerons vers les concepts d'industrie culturelle, d'abord au singulier, puis au pluriel, pour rendre compte des apports de la pensée théorique du XXème siècle sur les questions liées aux médias et au pouvoir. Nous essaierons d'intégrer la culture scientifique dans ce champ de pensée.

Enfin nous essaierons de relier notre réflexion au concept d'espace public tel que définie par Jürgen Habermas. Le concept d'espace public est très complexe mais permet de faire le lien entre l'exercice de la citoyenneté et les logiques industrielles qui caractérisent le capitalisme contemporain. Cette dernière partie nous permettra d'ouvrir des perspectives de recherche que nous présenterons dans la conclusion de ce mémoire.

I. Journaliste scientifique et médias

Dans cette première partie, nous allons essayer de déterminer si les pratiques et représentations des journalistes scientifiques sont celles d'un « journaliste » ou non, ce qui nécessite de reconsidérer ce que les sciences de l'information et de la communication ont produit sur ces notions, puis de voir si les « journalistes scientifiques » peuvent y correspondre et dans quelle mesure. Nous espérons ainsi préciser le positionnement du journaliste scientifique vis-à-vis des médias. La notion de « groupe social » que nous allons utiliser décrira tout regroupement d'individus qui partagent des pratiques et des représentations communes. Cette notion est donc beaucoup plus large que celle, par-exemple, de « profession » qui se réfère au métier des individus. La notion de « profession » implique ainsi des critères que nous évoquerons.

1. Le journalisme scientifique comme sous-profession

Si le journaliste scientifique s'appelle ainsi, c'est sans doute qu'il y a un peu de journaliste en lui. Du moins, cela signifie que dans notre société les journalistes scientifiques répondent à certains critères constitutifs de la profession journalistique, que nous allons essayer d'identifier. Nous observerons ensuite les éléments qui tendent à produire une dissociation entre le journaliste scientifique et le reste du groupe social des journalistes. Nous espérons ainsi caractériser plus précisément la posture du journaliste scientifique, sur le plan des représentations et en évaluer quelques conséquences.

Nous allons d'abord nous attarder sur ce qui peut rattacher le journaliste scientifique au groupe social des journalistes

Il s'agit d'une entreprise délicate dans la mesure où le journalisme, ainsi que l'explique Denis Ruellan dans son article « le professionnalisme du flou »¹, est quelque chose dont les contours sont plutôt mal définis.

Denis Ruellan remarque que les journalistes décrivent leur profession comme étant constituée de compétences techniques, acquises à travers des enseignements précis qui leur permettent de remplir un rôle, une fonction précise. Ce rôle serait, selon eux, de garantir le droit et l'accès à l'information pour que chacun puisse exercer sa citoyenneté (fonction d'informateur), d'adopter une posture critique et distanciée pour servir de contrepoids au pouvoir en place (fonction de contre-pouvoir) , de servir l'intérêt général en limitant les dysfonctionnements de la démocratie (fonction de compensation). Denis Ruellan relève ainsi l'emprise des théories fonctionnalistes sur les discours des journalistes. Il s'agit d'un premier critère qui pourrait permettre de faire le rapprochement entre les « journaliste scientifique » et le groupe social des journalistes: la prégnance dans leurs discours d'une vision fonctionnaliste de leur propre profession. Il serait bon, pour vérifier ce critère, de mener une enquête à grande échelle à l'aide d'entretiens semi-directifs auprès d'un nombre représentatif de « journalistes scientifiques ».

Considérant ensuite l'évolution de la sociologie des professions et le dépassement d'un fonctionnalisme qui sous estimait l'importance des stratégies individuelles et collectives à l'œuvre dans les groupes sociaux, Denis Ruellan propose ensuite d'approcher la profession journalistique sous un angle différent. Le questionnement est porté sur les interactions, les tensions et les luttes de pouvoir que les journalistes construisent entre eux et avec les autres groupes sociaux et sur les modalités d'accès à la profession, les pratiques quotidiennes et les valeurs qui sont légitimées par le groupe. Il s'agit alors de considérer la manière dont le groupe

¹ RUELLAN Denis, « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, vol.10, n°51, 1992, pp. 25-37

social se définit lui-même en tant que tel, et s'organise en fonction de ses intérêts propres, c'est-à-dire comment ce que Pierre Bourdieu appelle le « champ journalistique » est perçu et investi par ses acteurs.

Françoise Tristani-Potteaux a mené une enquête¹ auprès d'une centaine de journalistes scientifiques sur la base de questionnaires et d'entretiens complémentaires qui nous permet de relever quelques arguments qui tendent à montrer que les journalistes scientifiques participent bien du champ journalistique.

Ainsi par exemple, elle relève un taux de 94% de détenteurs de la carte de presse, laquelle est remise selon deux critères :

- Le journalisme doit être l'activité principale du demandeur et sa principale source de revenus.
- Le journaliste doit exercer dans une agence, une publication ou un média reconnu par la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP).

Autant le second critère ne laisse que très peu de marge de manœuvre, autant le premier semble pouvoir être largement modulable. Sans doute, le demandeur doit-il « prouver » à un moment donné qu'il est journaliste. L'imprécision de ce critère d'entrée contribue à l'indéfinition que l'on éprouve au regard de la profession de journaliste (nous reviendrons sur ce sujet) mais tend surtout à montrer que les « journalistes scientifiques » sont pour la plupart, à un moment de leur carrière, amenés à se présenter (donc probablement à s'auto-représenter) comme étant, par essence, des journalistes.

Les journalistes scientifiques se rencontrent beaucoup dans des espaces communs avec les autres journalistes. Ils travaillent dans le monde médiatique au sein de rédactions (presse papier (journaux et magazines), radio, télévision, journaux en

¹ TRISTANI-POTTEAUX Françoise, *Les journalistes scientifiques : médiateurs des savoirs*, Economica, Paris, 1997

ligne) ils participent aux états généraux de la presse et fréquentent les mêmes écoles. Pour autant, les relations qu'entretiennent les journalistes scientifiques avec les autres journalistes sont elles des relations de collaboration ou de collégialité, sont-ils « collaborateurs » ou « collègues » ? Encore une fois, cette question nécessiterait d'approfondir l'analyse par des entretiens semi-directifs.

Lorsqu'on consulte le site internet de l' « Association des Journalistes Scientifiques de la Presse d'Information » (AJSPI)¹ pour voir quels sont les lieux de formation que les journalistes scientifiques reconnaissent comme légitimes, on peut noter que ce sont ceux qui sont reconnus par la Commission Nationale Paritaire pour l'Emploi des Journalistes (CNPEJ). Même s'ils se différencient de par la mise en place de filières spécifiques, on peut remarquer que les filières généralistes sont aussi présentées comme étant un mode d'accès à la profession approprié. Les journalistes scientifiques semblent être tellement intégrés au groupe social des journalistes qu'il suffirait d'être journaliste pour pratiquer le journalisme scientifique .

Françoise Tristani-Potteaux montre aussi à travers son enquête que le niveau de formation des journalistes scientifiques est élevé. 96% des enquêtés ont suivi des études supérieures². Christine Leteinturier aboutit à la même conclusion concernant l'ensemble de la profession journalistique³.

Au regard de ces quelques éléments, on peut bien voir que les journalistes scientifiques entretiennent de nombreux points communs avec les autres membres du groupe social des journalistes. On serait tenté de conclure en disant que les journalistes scientifiques sont des journalistes comme les autres et se représentent comme tel.

¹ Voir : <http://www.ajspi.com/index.php?ID=18>

² TRISTANI-POTTEAUX Françoise, *op.cit.*, p.27

³ LETEINTURIER Christine, « La formation des journalistes français : Quelles évolutions ? Quels atouts à l'embauche ? Le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse 2008 », *Les cahiers du journalisme*, n°21, 2010, p.115

Pourtant, lorsqu'on se penche d'un peu plus près sur la question, on peut observer des distinctions manifestes entre les journalistes scientifiques et les autres journalistes.

Selon Françoise Tristani Potteaux, les journalistes scientifiques, au sein des rédactions, peuvent acquérir un statut bien à part lorsqu'ils réussissent à « s'imposer ». Ils bénéficient d'une image d' « experts » et « sont écoutés »¹ . Ils semblent se démarquer de la sorte. Mais tous les journalistes ne sont ils pas chacun « experts » d'un domaine spécifique ? Le déclarent-ils tous avec autant de force ? On peut penser que ce n'est pas forcément la spécialisation, le statut d'expert qui est particulier chez le journaliste scientifique, mais peut-être plutôt la force avec laquelle il affirme ce statut.

Ce qu'on peut remarquer d'autre, du point de vue du statut, et qui semble pour le coup faire une différence nette, c'est la très grande proportion de pigistes parmi les journalistes scientifiques par-rapport à la moyenne des journalistes². Ceci dénote d'une différence claire entre la façon dont les « journalistes scientifiques » investissent leur profession, surtout lorsqu'on regarde l'autre nom couramment attribué au terme « pigiste », à savoir « journaliste indépendant ». Probablement le journaliste scientifique se considère t'il comme étant plus indépendant que les autres.

Une bonne part des journalistes scientifiques se démarquent de par la constitution d'espaces de travail propres tels que des rédactions de magazines, de sites internet ou de blogs spécialisés, ainsi que des espaces de réflexion propres comme la « Fédération Mondiale des Journalistes Scientifiques » (WFSJ) ou les associations qui la constituent comme, en France, l' AJSPI. Pour Philippe Marcotte et Florian

¹ TRISTANI-POTTEAUX Françoise, *op.cit.*, p.56

² TRISTANI-POTTEAUX Françoise, *op.cit.*, p.15

Sauvageau, ceci s'explique par le partage d'une volonté commune : celle « d'étendre la place de la science dans la société »¹.

Philippe Marcotte et Florian Sauvageau ont mené une étude portant sur les journalistes scientifiques québécois, dans laquelle ils utilisent une typologie des journalistes en quatre types différents : le reporter, l'enquêteur-analyste, le séducteur et l'éducateur. Ils constatent que les journalistes scientifiques se distinguent des autres par leur forte appartenance à ce quatrième type². Ils expliquent que les éducateurs ont une conception « directive » du journalisme, dans laquelle il appartient au journaliste de cibler ce qui est à mettre à l'ordre du jour, de guider l'attention voire même d'influencer les opinions du public.. Cette distinction peut elle-aussi contenir quelques enseignements.

Françoise Tristani-Potteaux décrit le travail du journaliste scientifique comme étant peu adapté aux exigences médiatiques en raison de « la lenteur de l'information scientifique ». Elle explique que dans certains cas, les journalistes scientifiques se retrouve en conflit avec leurs rédacteurs en chef en raison d'une incompatibilité entre temps-long de la recherche et temps-court des médias. Les journalistes scientifiques travailleraient moins dans l'urgence que les autres journalistes.

Reprenons maintenant ces divers éléments et essayons de caractériser la posture du journaliste scientifique au regard de la profession de journaliste.

La façon dont Denis Ruellan remet en cause les discours des journalistes sur leur propre profession, leurs « métadiscours », l'amène à considérer que malgré le flou qui entoure leur identité professionnelle, il constitue bel et bien un groupe social. Il montre qu'il n'est pas forcément nécessaire qu'un groupe social soit bien défini, bien circonscrit, pour exister, être reconnu, respecté voire même envié. Il propose

¹ MARCOTTE Philippe, SAUVAGEAU Florian, « Les journalistes scientifiques : des éducateurs ? Enquête auprès des membres de l'Association des communicateurs scientifiques du Québec. », Les cahiers du journalisme, n°15, 2006, p.192

² ibid., p .188

même de considérer que cette indéfinition puisse être productive. Il explique que c'est grâce à ce flou que se maintient le groupe social en dépit de son hétérogénéité et de celle de ses pratiques.

Les journalistes scientifiques se situent à proximité des journalistes sur le plan de certaines pratiques et représentations liées à leur profession. Ils partagent des croyances similaires qui sont de l'ordre du mythe, ainsi que les décrit Jacques le Bohec¹. Ils sont, à ce titre, des professionnels du journalisme. De ce fait il n'est plus vraiment nécessaire de se demander pourquoi les uns et les autres peuvent avoir des statuts, des formations ou des pratiques différentes. Cette hétérogénéité est constitutive de la profession journalistique.

Mais les journalistes scientifiques construisent leur propre interprétation de la juste pratique journalistique, leur propre « idéologie » en se distinguant par certains aspects des autres journalistes. Ils se positionnent ainsi vis-à-vis du « champ journalistique » et du reste de la société comme étant une « sous-profession », des journalistes particuliers, « éducateurs », qui ont une vision commune des rapports que les sciences devraient entretenir avec la société. Ils constituent un groupe, plus ou moins homogène qui se définit par des espaces communs, des pratiques communes et par des représentations communes. L'enquête de Philippe Marcotte et Florian Sauvageau les amène à considérer que « La propension des journalistes scientifiques à se regrouper afin de mieux propager et promouvoir la science découlerait du même respect pour la science et les scientifiques et non pas du partage concret d'un métier, de ses particularités et difficultés »². Or l'« idéologie » qui consacre le respect pour la science et les scientifiques rappelle furieusement l'idéologie positiviste.

¹ LE BOHEC Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes*, L'Harmattan, Paris, 2000

² MARCOTTE Philippe, SAUVAGEAU Florian, *op.cit*, p.177.

2. L'idéologie : base de la légitimité du journaliste scientifique:

Afin de se faire une idée de l'activité des journalistes scientifiques au sein des rédactions, de leurs pratiques, nous avons choisi de nous intéresser à l'implication de ceux-ci dans le traitement d'une situation de crise : l'accident nucléaire de Fukushima. Nous avons collecté l'ensemble des articles produits sur le sujet par les journaux « Libération » et « Le figaro » pendant la semaine du 11 mars au 18 mars 2011, c'est-à-dire la semaine succédant l'accident nucléaire de Fukushima. Le choix de ces deux journaux est motivé par plusieurs aspects.

D'une part ce sont des quotidiens généralistes bien installés, donc sans doute assez représentatifs des logiques à l'œuvre dans l'ensemble des médias généralistes.

D'autre part ils sont réputés pour avoir des lignes éditoriales radicalement opposées, ce qui justifie souvent des oppositions dans les pratiques, visibles à travers la manière de traiter l'information. Nous espérons ainsi accéder une certaine représentativité des quotidiens généralistes français, ainsi qu'à une relative richesse d'information.

Partant du principe que les questions d'ordre scientifique débordent fréquemment les rubriques qui leur sont attribuées, surtout en période de crise, nous avons choisi de collecter les articles, toutes rubriques confondues, qui mentionnent au moins une fois le terme « Fukushima ». Nous avons ainsi constitué un corpus de 121 articles, 56 chez « Libération », 65 pour « Le figaro »¹. Nous allons mener l'analyse de ce corpus d'articles sous un angle de vue quantitatif avant de passer à un traitement plus qualitatif.

Un premier obstacle se présente lorsqu'on essaye de définir qui, dans ces deux rédactions, est journaliste scientifique. On peut remarquer qu'il y a des journalistes

¹ Voir annexes 1 et 2

qui sont spécialisés dans des domaines considérés comme scientifiques, mais qui ont aussi une activité de « communicateurs scientifiques » en parallèle, c'est-à-dire une activité qui ne se situe pas dans le monde du journalisme mais qui participe aussi de la mise en relation entre sciences et société (activité militante par exemple). Nous allons utiliser la notion d'« hybride » utilisée par Philippe Marcotte et Florian Sauvageau¹ pour décrire ces acteurs. Lorsque nous voudrions parler spécifiquement des journalistes scientifiques qui ne sont pas des hybrides, nous mettrons alors des guillemets. Les « journalistes scientifiques » et les « hybrides » sont tous, pour nous, des journalistes scientifiques.

En premier lieu on peut constater, pour les deux rédactions, que les journalistes scientifiques et les correspondants à l'étranger sont ceux qui produisent le plus d'articles sur l'accident nucléaire de Fukushima . Notons toutefois que les « journalistes scientifiques » ne sont pas les plus gros producteurs dans les deux rédactions. Marc Menessier, du journal «Le figaro » n'a écrit que 4 articles dans la semaine et se trouve ainsi parmi les 4èmes plus gros contributeurs de sa rédaction. Sylvestre Huet de « Libération », quant à lui, est le plus gros contributeur de sa rédaction, avec 8 articles dans la semaine. Ce constat est à relativiser au regard de l'implication des « hybrides ».

Les journalistes scientifiques sont manifestement au devant de la scène dans les rédactions en cette période de crise. On peut toutefois constater que de nombreux autres journalistes travaillent sur le même sujet. (On peut à ce titre remarquer le parti-pris particulier du journal « Libération » qui a publié 8 articles sur Fukushima, écrits par des écrivains-romanciers, à l'occasion de l'ouverture du salon du livre de Paris, le 17.03.11.). Il n'est donc à priori pas nécessaire d'avoir des connaissances scientifiques particulières pour investir le sujet. On peut relativiser cette observation en supposant qu'il y a collaboration entre les journalistes d'une même rédaction lors de l'écriture d'un article. Il est cependant bien difficile d'imaginer qu'un journaliste scientifique participe intensivement à l'écriture d'un article sans

¹ MARCOTTE Philippe, SAUVAGEAU Florian, op.cit, p.177.

en tirer le moindre bénéfice. Or comme la plupart des articles ne sont pas co-signés, nous pouvons postuler que le degré de collaboration entre journalistes reste assez limité. Ces éléments nous permettent de voir que les journalistes scientifiques ont une légitimité particulière à produire de l'information sur ce type d'événement, mais qu'ils restent « en concurrence » entre eux et avec les autres journalistes.

Sur le plan du contenu des articles, on peut constater que les deux journaux ont traité le sujet en employant des thématiques proches. Les articles sont prioritairement dans le registre thématique de la catastrophe naturelle (désastres et cataclysmes naturels, feux et incendies de bâtiments, inondations etc...). Viennent ensuite les thématiques d'ordre politique (politique intérieure, information politique, pouvoir exécutif etc...), ensuite vient le registre de l'économie (Information sociétaires et entreprises) et enfin diverses autres thématiques (livres, prévisions météo, sport etc...). Sur le plan quantitatif toujours, on peut observer quelque chose de remarquable, à savoir la récurrence des « sociétés » citées par les journalistes dans leurs articles. On retrouve ainsi le même type de structures, principalement des entreprises du secteur de l'énergie (AREVA, The Tokyo Electric Power Company (TEPCO), Electricité de France (EDF) etc...) et des institutions politiques internationales (Agence internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA), Agence internationale de l'Énergie (AIE) etc...). Ces deux types de sociétés sont beaucoup mises en valeur dans les articles des deux journaux. Lorsqu'on consulte les articles, on remarque d'ailleurs que ces sociétés sont bien souvent des sources d'information. Leurs commentaires sur la situation sont retransmis tels quels (mais rarement sous le format de l'interview).

Dans la quasi-totalité des articles, les titres sont la conclusion de l'argumentation, les éléments qui sous-tendent la conclusion arrivent au début de l'article (souvent sous forme de questions, d'hypothèses pourrait-on même dire) et à la fin seulement se trouvent les éléments de contexte. En fait les articles ont la forme typique, en

« pyramide inversée »¹, des articles de « presse de faits », calibrés pour livrer la « substantifique moelle » de l'événement, ce qui peut être traduit par gommer les traces de subjectivité du propos. Ces articles sont ou ressemblent, en grande majorité, à des dépêches d'agence, sauf qu'ils sont signés. On peut aussi voir que la très grande majorité des articles sont construits selon la règle des 5W (qui sont en fait au nombre de 6 et structurent l'article selon les questions : qui, à fait quoi, à qui, quand, comment et pourquoi ?). Ce type de construction répond à la volonté de rentabiliser au maximum l'espace, et de rentabiliser le temps du lecteur. L'information, étant considérée comme un produit rentable. Ces pratiques d'écriture laissent entrevoir l'influence de considérations économiques dans le travail du journaliste scientifique comme des autres journalistes.

Au regard de ces divers éléments, on peut dire que le traitement de l'accident nucléaire de Fukushima dans les médias généralistes se fait de manière très homogène. Mêmes types d'auteurs, mêmes types de thématique, mêmes types de sources, mêmes pratiques d'écriture. Les « journalistes scientifiques » ne se distinguent pour le moment pas du tout dans leurs pratiques.

Tout se passe à priori comme si la construction des nouvelles succédant l'accident de Fukushima, dans les médias généralistes, était le fruit de stratégies de « prise de contrôle » de l'information, ou plutôt de « prise de contrôle » de l'acte de communication médiatique, de la part des « journalistes scientifiques » et des « hybrides », mais qui s'inscrit toutefois totalement dans les normes et les codes journalistiques, tant en termes de pratiques de sélection de l'information, que de traitement et d'écriture. A ce titre, on peut remarquer que la façon dont Sylvestre Huet traite l'information sur le blog de libération (dont il s'occupe seul) est quasi-identique (même sources, même traitement) à celle qu'il utilise dans le journal. Pourtant, on aurait pu s'attendre à ce qu'il profite de la différence de support pour

¹ Palmer Michael, « L'information agencée, fin de siècle. Visions du monde et discours en fragments », *Réseaux*, 1996, vol.14, n°75, p.95

contourner la logique éditoriale du journal et produire de l'information moins « contrainte » pour reprendre l'expression de Philippe Champagne et Dominique Marchetti¹. Il semble donc que ce ne soit pas forcément le support sur lequel le journaliste écrit, ou la structure pour laquelle il travaille qui conditionne ses pratiques. Mais dans ce cas, sur quoi s'appuie cette mise en avant du « journaliste scientifique » dans les rédactions des médias généralistes ?

Nous sommes face à une forme de « lutte réglée ». Certaines normes, certains codes sont figés, ils ne peuvent être transgressés. Mais pourquoi ? Quels sont les risques ? C'est très probablement sur le plan des normes de représentations du « journaliste scientifique » que se joue le problème. Le « journaliste scientifique » qui transgresse ces codes se retrouve-t-il délégitimé ? La réponse se trouve peut-être au niveau des pratiques des « hybrides ». Nous l'avons dit, la notion d'« hybride » recouvre le statut de journalistes qui sont spécialisés dans des domaines réputés scientifiques mais dont l'activité ne se cantonne pas au « champ journalistique ». Chez « Libération », quelqu'un comme Laure Noualhat, en tant qu'« hybride » n'a pas la même légitimité qu'un « journaliste scientifique » tel que Sylvestre Huet. On le voit dans le fait qu'elle écrit beaucoup moins d'articles dans le journal. Or justement, lorsqu'on s'intéresse au blog de Laure Noualhat², on se rend compte que l'information est traitée d'une manière complètement différente. Sur les 8 articles qu'elle a publiés depuis le 14.03.11 jusqu'au 01.04.11 un seul est typé « presse de faits » et est construit sur la base des discours des quelques sources officielles dont nous avons parlé. Ses articles ne prennent pas la forme de « pyramide inversée » et ne suivent pas systématiquement la règle des 5W . En

¹ CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 101-102, 1994, pp. 40-62

² <http://environnement.blogs.liberation.fr/>

revanche au « figaro », les « hybrides » sont autant mis en avant que les « journalistes scientifiques ». Or lorsqu'on regarde les productions de ces « hybrides » sur leur blog commun¹, on constate cette fois que le traitement de l'information répond bien aux codes que nous avons évoqués précédemment.

On voit ici que la séparation entre « journalistes scientifiques » et « hybrides » est artificielle mais il semble bien y avoir un lien de cause à effet entre la légitimité accordée au journaliste scientifique, sa mise en avant dans les rédactions, et ses pratiques (tous supports confondus) de sélection, de traitement et d'écriture de l'information. Apparemment, les pratiques des journalistes scientifiques peuvent être multiples mais ne sont légitimées par les médias généralistes que lorsqu'elles répondent à certaines normes implicites. On pourrait même aller un peu plus loin, au vu de notre analyse des pratiques des journalistes scientifiques en temps de crise, car il semblerait qu'il leur arrive d'être davantage mis en valeur dans les médias généralistes lorsque leurs pratiques ne concordent pas avec les représentations propres à leur profession ou « sous-profession ». A titre d'exemple, le travail de prise de recul, le « temps long » ne peut être appliqué lorsqu'un journaliste publie des articles dans la semaine suivant un événement comme ce fut le cas pour l'accident de Fukushima.

Il semble qu'une des principales particularité de la profession de journaliste, c'est que quelles que soient les pratiques, elles doivent être dissimulées derrière des apparences, des représentations qui n'ont aucun besoin de correspondre avec les dites pratiques. Il y a deux choses bien distinctes : les pratiques de communication et la légitimité de l'acte de communication.

Dès lors, on peut se demander comment les journalistes scientifiques peuvent exploiter leurs particularités dans le « champ médiatique ».

Comment comprendre directement la raison pour laquelle les journalistes scientifiques tirent leur épingle du jeu par-rapport à des journalistes qui ne sont pas

¹ <http://blog.lefigaro.fr/climat/>

spécialisés dans un domaine scientifique, mais qui respectent les mêmes normes ? Comment les journalistes scientifiques font-ils pour se démarquer dans les rédactions ? Qu'est-ce qui fait que les médias généralistes leur accordent une telle place lors d'événements médiatiques « exceptionnels » ? Nous pouvons supposer que les journalistes scientifiques profitent de quelque-chose qui les différencie des autres journalistes, sans pour autant que leurs pratiques de collecte, de traitement ou d'écriture de l'information ne soient affectées. Or, ce que nous avons vu dans le chapitre précédent, c'est que les journalistes scientifiques construisent leur spécificité autour de représentations, d'une « idéologie » commune des rapports entre science et société. Ce n'est sans doute pas un hasard et l'on peut penser que les médias trouvent intérêt à mettre en valeur ce type d'« idéologie » lors de situations telles que la catastrophe nucléaire de Fukushima. C'est la légitimité des journalistes scientifiques à communiquer dans cette période qui semble les avantager.

La question se pose donc de savoir en quoi les normes idéologiques propres au journalisme scientifique peuvent constituer un argument stratégique de leur mise en avant dans les médias, de leur « prise de contrôle » de l'information communiquée. Nous allons donc essayer de déterminer quels effets peut produire l'idéologie des journalistes scientifiques en considérant les manières dont elle influe sur son discours.

3. Effet de scientificité sur effet d'écran

Nous allons commencer en procédant à une comparaison de la construction du discours des journalistes scientifiques de « Libération » et du « Figaro » entre eux, et par-rapport à leurs collègues, spécialistes ou non-spécialistes, toujours à travers l'analyse de notre corpus.

A l'image de la grande majorité des articles, ceux de Sylvestre Huet, « journaliste scientifique » pour « Libération » sont beaucoup basés sur les sources d'information « officielles » que nous avons mentionné plus avant. Et ce jusqu'à aboutir parfois à des choix franchement discutables en termes de pertinence. Par exemple, pour décrire le paysage aux abords de la centrale détruite, il fait appel à la description de la présidente du groupe AREVA . Il écrit ainsi : « Anne Lauvergeon décrit les environs de la centrale comme un "amas de boue et de débris, une sorte de mangrove" ». L'information transmise ici invite le lecteur à se représenter l'état des lieux, mais ce qui compte le plus pour nous ne réside sans doute pas là. Le journaliste délivre le discours de sa source et positionne ainsi son discours à distance (axe horizontal), et en position de force sur le plan hiérarchique (axe vertical). Il se place en observateur distant et légitime.

Face à des éléments d'expertise, il se positionne comme étant « en attente », laissant à penser qu'il est capable de traiter de telles données, donc spécialiste. "il a fallu cinq jours pour que les communiqués se densifient de chiffres, comme le nombre d'assemblages combustibles dans les piscines (292, 587, 514 et 1 500) ». Encore une fois, il se positionne vis-à-vis du lecteur dans une position hiérarchique forte. Force est de constater que les fameuses données n'en sont pas pour autant explicitées. Au contraire, ces données sont mises à distance par une remise en cause des modalités dans lesquelles elles sont produites : « Les débits de doses annoncés sont entourés d'un maximum de précautions oratoires. » .

De tels exemples sont légion dans les articles de Sylvestre Huet. On peut dire qu'il construit au moins autant son positionnement (censé être distancié et avisé) qu'il ne diffuse d'information sur l'événement.

Sylvestre Huet construit également son rapport au lecteur à travers l'utilisation d'un vocabulaire spécifique . Ainsi par exemple, dans l'article daté du 18.03 intitulé « Les trois mystères de Fukushima Daichi », il utilise à 6 reprises le mot « mystère » pour parler de la manière dont sont gérées les opérations à la centrale. Ce mot peut être doublement révélateur : D'une part, les mystères sont ce que la science cherche à

dévoiler. L'auteur se présente ainsi comme celui qui, face à une situation difficile, sait repérer les questionnements pertinents, les éléments qui font « mystère », et cherche à les dévoiler. Il est celui qui opte pour une démarche « scientifique » de compréhension, par la construction de son raisonnement. A ce titre, on peut noter la structure très rigide de l'article (chaque question est traitée séparément des autres). D'autre part, ce mot permet de constater, avec le recul, que malgré son statut et sa pratique de « journaliste scientifique », il ne peut accéder à l'information dont il aurait besoin pour expliquer les questions qu'il se pose. Il semble se trouver aussi démuné que les autres journalistes face à la qualité, la quantité et l'interprétation des informations qu'il reçoit. On peut ainsi dire que les éléments sur lesquels se focalise Sylvestre Huet dans le traitement de l'événement sont tout sauf « scientifiques ». C'est alors qu'apparaissent des formules de ce type : « Lorsque l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), à Paris, parle de comportement "héroïque" des personnels de la centrale, ce vocabulaire est vite traduit par "mission suicide" dans la presse ». On voit bien le souci de se distinguer du reste de « la presse » dans son positionnement vis-à-vis de l'information. Il montre qu'il est attentif au choix des mots. Pourtant quelques lignes plus tard, il tombe dans le travers qu'il dénonce et déclare « De telles doses sont inacceptables en situation de travail. » de façon totalement péremptoire. Il écrit donc d'une manière similaire, mais utilise des formules qui le démarquent de ses collègues. Ces observations sont récurrentes

Dans le même ordre d'idée, on peut constater une très grande utilisation, dans l'ensemble des articles concernant Fukushima, d'un vocabulaire qui suscite la peur. « Menace », « crise », « urgence », « drames », « cataclysmes », « vapeur contaminée », « onde de choc », « pire scénario » etc... Tous ces termes sont caractéristiques d'une mise en scène de l'événement, d'une règle d'écriture à laquelle les « journalistes scientifiques » ne dérogent jamais et que Michel de

Pracontal décrit dans sa thèse comme relevant d'une « logique dramatique »¹. A ce titre on peut aussi remarquer l'utilisation de formules symboliques de l'ordre de l'anecdote mais dans lesquelles persiste un « souci du détail », marque de précision, de rigueur. Ainsi par exemple, Grégoire Biseau écrit « 2 h 30 La télévision japonaise annonce qu'un camion-citerne de la police municipale de Tokyo (de couleur bleue sur l'écran, avec une tourelle sur le toit) va entrer sur le site et intervenir sur les réacteurs 3 et 4. A l'ouverture de la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei chute de 3% ». Cet exemple, est d'autant plus remarquable que le symbole du camion bleu, a été repris par d'autres auteurs.

Cette citation nous permet également d'illustrer le fait que, comme tous les autres, les « journalistes scientifiques » peuvent être amenés à mêler des informations économiques, politiques, voire d'autres types, avec les informations de terrain obtenues auprès des sources officielles. Ceci étant, sur l'ensemble de notre corpus, nous avons pu constater que les « journalistes scientifiques » sortent moins volontiers de l'énoncé des « faits de terrain » que les « hybrides » et encore moins que les autres journalistes, à quelques exceptions près. De plus, les informations de terrain sont traitées avec un grand détachement, contrairement aux autres types d'information, grâce à l'emploi du conditionnel. Ces aspects sont de plus en plus vérifiables à mesure que le journaliste est de moins en moins étiqueté « scientifique ». On peut le voir en comparant ces deux exemples : « L'arrivée de moyens américains importants - des pompes surtout - annoncés pour la nuit dernière à Tokyo, **pourrait** faire la différence... » (Sylvestre Huet, traitement factuel et emploi du conditionnel), « La gauche comme la droite se doivent d'accepter un débat démocratique sur le nucléaire. » (François Sergent, traitement d'un sujet connexe par l'opinion).

Le journaliste scientifique produit un discours très proche des autres journalistes, auquel il ajoute des marques propres à son positionnement professionnel. Plus il se

¹ PRACONTAL Michel de, L'émetteur en vulgarisation scientifique : étude du système Science et Vie, thèse de 3^{ème} cycle, Paris 7, 1982

considère et est considéré comme un « journaliste scientifique », plus cela se trouve inscrit dans ses productions. Les informations que le journaliste scientifique dispense ne sont pas proprement scientifiques mais véhiculent des représentations de la science (complexe, précise, méthodique, organisée, distanciée, critique, révélatrice, etc...) renforcées par des formules qui fixent la légitimité de son discours, le tout au sein de ce que l'on peut appeler une structure qui « met en récit », une structure « narrative » qui est caractéristique du discours de popularisation scientifique si l'on en croit Daniel Jacobi¹.

Si le « journaliste scientifique » écrit sensiblement de la même manière que les autres journalistes, il se distingue cependant par sa volonté de se démarquer à travers son rapport au public qu'il construit et qu'il fonde sur le symbole du « journaliste scientifique » qui détient un savoir d'expert, qui construit une réflexion particulièrement distanciée, objective, organisée et rationnelle, pour ne pas dire « scientifique ». Ce rapport au public s'accompagne aussi d'une mise à distance du public vis-à-vis de l'information. Le journaliste scientifique construit un rapport de place expert-profane entre lui et son lecteur. Il produit une information qui à les apparences de la scientificité. On peut penser qu'il s'agit de l'effet recherché, de la raison pour laquelle les médias sont surinvestis par les journalistes scientifiques en temps de crise. Nous allons voir pourquoi

Patrick Champagne montre que l'actualité médiatique est une construction dans laquelle les drames, les événements « hors du commun », les crises sont spontanément considérées comme dignes d'être traités. Il ajoute que « La manière dont ceux-là [les journalistes] choisissent et traitent ces malaises [ou crises] en dit

¹ JACOBI Daniel, *La communication scientifique : Discours, figures, modèles*, PUG, Grenoble, 1999, p.55-56

peut-être autant sur le milieu journalistique lui-même que sur les groupes dont ils parlent »¹.

Philippe Champagne et Dominique Marchetti ont analysé les pratiques des journalistes scientifiques lors de l' « affaire du sang contaminé ». Ils étudient ainsi la mise en place progressive de ce qu'ils appellent l' « effet d'écran »² et qui consiste en la mise en place, lors d'événements « très spectaculaires » et donc « très médiatiques » d'une sorte de filtre à travers lequel « la réalité » se trouve « masquée » ou « déformée ». Pour notre part, nous évacuerions l'idée de « déformation de la réalité », la réalité étant quelque chose de très discutable. Si, pour s'extraire d'une vision structuro-fonctionnaliste et considérer les acteurs dans la multitude de leurs pratiques³, l'on peut considérer que la réalité se construit à travers l'intersubjectivité, c'est-à-dire à travers une multitude de points de vue, et non pas à partir d'une (mythique) objectivité de l'interprétation scientifique. L'idée de réalité « absolue » devient alors utopique puisqu'il s'agirait de considérer un phénomène sous tous les points de vue possibles. Par contre, on peut considérer que la diversification de regards, d'angles d'approche amène à enrichir la « réalité ». Nous préférons considérer que l' « effet d'écran » consiste en une interprétation uniformisée, donc appauvrie, de ce qui est observé ou montré par les médias. Philippe Champagne et Dominique Marchetti, dans leur étude, observent cet effet se mettre en place au fur et à mesure que l'événement est investi par des journalistes de moins en moins spécialisés, donc à priori de moins en moins compétents ou légitimes pour parler du sujet. Ils tissent un lien entre spécialisation des journalistes et mise en place de l' « effet d'écran », qu'il ne faudrait pas prendre

¹ CHAMPAGNE Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », **[Document en ligne]**, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, vol.90, 1991, pp. 64

² CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 101-102, 1994, p.3

³ MATTELART Armand et Michelle, *op.cit*, p.73

pour un lien de cause à effet à notre sens. Au vu de l'homogénéité des contenus informationnels, des sources et des écritures produites par l'ensemble des journalistes des deux rédactions dans notre corpus, l'effet d'écran ne semble pas produit par l'implication de journalistes de moins en moins spécialisés dans les sciences, mais plutôt à une carence en informations diversifiées. Le « journaliste scientifique » ne dérogeant pas à l'observation. Selon nous, les « hybrides » et les non spécialistes pourraient même contribuer à diminuer l'« effet d'écran », en brisant certains codes ou en les contournant, par exemple s'ils venaient à chercher de l'information auprès de sources plus diversifiées ou s'ils présentaient l'information sous un angle un peu moins « factuel »

Il semblerait d'après notre corpus d'articles, que l'effet d'écran se soit mis en place beaucoup plus vite, on pourrait même dire « instantanément » que pour l'affaire du « sang contaminé ». Les discours se sont immédiatement structurés d'une seule et même manière, autour de quelques codes bien précis, ceux qui sont légitimés dans le « champ médiatique ». Ainsi, les normes qui pèsent sur les pratiques des journalistes dans les médias généralistes seraient elles à l'origine d'un appauvrissement de l'information qui en émane.

On peut supposer que la mise en avant des discours de journalistes scientifiques représente en quelque sorte une parade à la pauvreté des informations (au niveau des points de vue, des sources utilisées et des formes d'écriture) qui sont légitimés dans les médias, pauvreté qui caractérise l'« effet d'écran ». Ce dernier demeure, mais on peut supposer qu'il est en fait camouflé par des effets qui véhiculent l'idée selon laquelle l'information ne peut être traitée autrement, puisqu'elle est traitée « scientifiquement ». L'idéologie commune au groupe des journalistes scientifiques produirait des « effets de scientificité » qui se superposeraient à l'« effet d'écran ».

Nous allons donc essayer, dans la deuxième partie de ce mémoire, de comprendre où cette idéologie prend son origine en observant le rapport entre l'acteur journaliste scientifique et le monde scientifique.

II. Journalistes scientifiques et sciences

Nous allons nous intéresser maintenant au rapport qu'entretiennent les journalistes scientifiques avec le champ scientifique. Nous parlerons bien de champ, ce qui veut dire que nous considérons le monde scientifique comme étant un lieu, ou plutôt un espace où s'exercent des tensions, des rapports de force, des monopoles, des luttes d'intérêts etc...¹ Ainsi par exemple, Pierre Bourdieu montre que s'y instaure un contrôle permanent, exercé par la relation entre ce qu'il appelle des « adversaires complices »². Il montre que malgré l'apparente lutte entre ces acteurs, ils s'accommodent implicitement de tout un ensemble de règles ou de lois (droits d'entrée à la profession, modes d'argumentation, circuits de légitimation etc...) qui leur sont communes et qu'ils ne remettent jamais en question. Ces lois qui ne sont pas discutées sont à la base de la structuration d'un champ selon lui. Mais nous nous intéressons plus particulièrement à l'acteur journaliste scientifique, qui sans être tout à fait hors du champ scientifique, n'est pas tout à fait dedans non plus. Ses stratégies, ses pratiques et représentations ne sont pas toutes à mettre en relation avec le « champ scientifique » puisqu'interviennent aussi à son niveau des logiques propres à d'autres champs (le « champ politique » par exemple). Lorsque nous parlerons donc de champ scientifique, nous le ferons en gardant à l'esprit que s'y

¹ BOURDIEU Pierre, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 2, n°2-3, juin 1976, p. 89

² *ibid.*, p. 104

jouent de nombreux rapports de force, plus ou moins codifiés, dans lequel le journaliste scientifique évolue en plus ou moins grande conscience.

1. La vulgarisation scientifique

Pour commencer, nous allons nous intéresser à la notion de vulgarisation scientifique. Il n'est pas rare en effet que les recherches sur la communication scientifique renvoient à cette notion. Au sein de notre approche, il apparaît naturel de se questionner sur la nature vulgarisatrice du travail de journaliste scientifique. Nous allons donner un rapide aperçu de ce que la vulgarisation représente et de la façon dont elle a été critiquée.

Bernard Schiele¹ explique que la vulgarisation est issue d'une longue tradition. Le souci de traduire la langue qu'inventent les savants dès la fin du XVII^e siècle, souci que partagent uniquement les personnes « cultivées », devient un projet collectif vers la moitié du XVIII^e siècle, époque où commence à se développer la pensée scientiste. L'idée de progrès impulsé par le développement d'un esprit rationnel et critique, qui arrache les sociétés au dogmatisme et à la soumission aveugle à tous types de pouvoirs, imprègne de vastes pans de la société. Au XIX^e siècle, le progrès scientifique s'accélère et les savoirs se complexifient en même temps que le formalisme, accentuant la clôture du savoir sur lui-même. Parallèlement, les débuts du développement de l'industrie jouent un rôle décisif dans de nombreux secteurs de la société et les premières véritables revues de vulgarisation commencent à diffuser la pensée scientiste. Il s'agit de la période où Auguste Comte développe sa pensée « positive » qui influencera largement toutes les entreprises de vulgarisation jusqu'à la moitié du XX^e siècle.

¹ SCHIELE Bernard, « Publiciser la science ! Pourquoi faire ? (revisiter la notion de culture scientifique et technique) », in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp19-21

Comment se conçoit alors la vulgarisation scientifique ?

« Fondamentalement, il s'agit de mettre des profanes en situation de comprendre un discours scientifique, en " l'adaptant, le simplifiant, et l'expliquant" , et de favoriser l'actualisation des connaissances de l'honnête homme du XXème siècle »¹

La démarche est unidirectionnelle et didactique, elle va des sciences entendues comme étant détentrices du savoir vers le public considéré comme ignorant. L'objectif de la vulgarisation est de simplifier des savoirs qui sont considérés comme inaccessibles à l'état brut. La raison en est que ceux-ci sont exprimés dans un langage ésotérique, sous des formes et selon des codes qui ne font sens que pour ceux qui sont habitués à les manipuler. Le vulgarisateur est donc celui qui, à travers sa pratique, déchiffre et reformule les savoirs scientifiques. La vulgarisation scientifique est née du souci de rendre accessible ces savoirs afin que l' « honnête homme » puisse prendre conscience des enjeux liés à la science. Par « honnête homme », il faut entendre « citoyen », c'est-à-dire tout individu qui à un moment ou à un autre va influencer à son échelle sur des choix de société, dans une perspective démocratique. La vulgarisation scientifique viserait donc à rendre possible l'exercice de la citoyenneté, au travers de la compréhension des enjeux sociaux de la science. Mais cette manière de voir la vulgarisation a fait l'objet de nombreuses critiques.

En premier lieu, il faut remarquer que le principe « didactique » de la vulgarisation est construit comme une alternative à l'enseignement institutionnel, scolaire. Pierre Fayard explique que le savoir scientifique est érigé par l'institution scolaire comme le symbole de « ce qui est incontestable ou doit l'être »². L'institution scolaire construirait alors un rapport de soumission au savoir scientifique. Le fait que la vulgarisation instaure d'emblée un rapport savant/profane entre le producteur et le destinataire peut générer un rapport de soumission inconditionnelle du second au

¹ FAYARD Pierre, *La communication scientifique publique : De la vulgarisation à la médiatisation*, Chroniques sociales, Lyon, 1988, p.23

² *ibid.*, p.27

discours du premier, donc de pouvoir du premier sur le second. Or la constitution d'un tel rapport entre en contradiction avec l'appropriation par le « profane » de la dimension critique des sciences. La vulgarisation peut être vue comme contre-productive puisque plutôt que de libérer le citoyen du joug de l'ignorance, elle le soumet au pouvoir de celui qui prétend le libérer.

Ensuite la vulgarisation soulève la question de la prise en compte du destinataire. La question se pose de la multiplicité et de la complexité des référentiels à partir desquels les destinataires des messages de vulgarisation produiront du sens. Comment le discours vulgarisateur pourrait-il faire sens si le destinataire ne peut l'intégrer dans ses pratiques ou dans ses représentations ? De plus, l'individu ne se saisit pas d'un discours parce qu'il lui est proposé. Encore faut-il qu'il s'y intéresse.

Enfin, la vulgarisation est une situation de communication dans laquelle sont impliqués divers acteurs qui ont des objectifs variés et qui élaborent des stratégies pour les atteindre. Ceux-ci peuvent aisément profiter du discours louable du partage de connaissances pour dissimuler leurs objectifs et leurs stratégies, les rendant ainsi plus opérantes.

Ces critiques ont été accompagnées par une méfiance croissante de la part des acteurs du « champ scientifique » qui, malgré une réelle prise de conscience de l'importance de communiquer l'information scientifique, ont commencé à émettre des doutes sur la capacité des médias à jouer ce rôle. Le problème qui s'est rapidement révélé est celui de la traduction d'un discours scientifique. La « mise en récit » des découvertes scientifiques par les journalistes peut opérer des « distorsions »¹ voire des renversements de sens qui inquiètent les scientifiques. Françoise Tristani-Potteaux suggère l'idée que le sensationnalisme propre aux médias participe des inquiétudes que formulent les scientifiques.² L'utilisation de

¹ DELEU Christophe, « Les journalistes et la science : représentations des pratiques professionnelles dans les journaux d'information des médias télévisuels généralistes », *Les cahiers du journalisme*, n°15, 2006, p.70

² TRISTANI-POTTEAUX Françoise, *op.cit.*, p.83

métaphores génère des interprétations décalées comme le montre l'exemple qu'elle nous livre : « Le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond s'est ainsi aperçu avec stupéfaction que le « trou dans l'ozone », popularisé par une belle image dont on connaît la carrière médiatique, était devenu, dans l'esprit de lycéens, un trou creusé par les fusées porteuses de satellites »¹

Bernard Delforce propose de considérer que ces distorsions, résultent de l'insertion du discours scientifique dans l' « espace public » et du passage d'un univers social à un autre (de la science aux médias) dont « les rhétoriques, même si elles paraissent [...] identiques [...] sont, cependant, fondamentalement différentes »²

Les journalistes scientifiques ont longtemps été considérés comme des « vulgarisateurs » au sens premier du terme et certains se représentent sans doute encore comme tel. Encore une fois, il faudrait pour s'en assurer procéder à des entretiens auprès d'une population représentative des journalistes scientifiques et tenter de repérer dans leurs métadiscours toute allusion à une quelconque mission de « traduction », d' « explication » ou de « simplification » du discours scientifique dans une perspective de défense de la citoyenneté ou de la démocratie. Néanmoins, l'on peut sentir ce type d'interprétation affleurer à travers l'ouvrage de Françoise Tristani-Potteaux, comme par-exemple lorsque Marie-Odile Monchicourt, journaliste scientifique pour radio France déclare « Cette culture scientifique est la base de notre démocratie »³. Nous ne pouvons exclure toutefois que l'interprétation des discours des journalistes scientifiques par Françoise Tristani-Potteaux, qui semble accorder elle-même aux journalistes scientifiques le rôle de

¹ Ibid., p.45

² DELFORCE Bernard, « Les spécificités de la médiatisation : L'information scientifique aux risques des médias », in LE BŒUF Claude, PELISSIER Nicolas, *Communiquer l'information scientifique : Ethique du journalisme et stratégie des organisations*, L'Harmattan, Paris, 2003, p.164

³ TRISTANI-POTTEAUX Françoise, *op.cit.*, p.43

vulgarisateur, ne trouble notre appréciation¹. L'autoréférence des journalistes scientifiques québécois au type de journaliste « éducateur » relevée par Philippe Marcotte et Florian Sauvageau dans leur enquête paraît quant à elle beaucoup plus parlante. « "L'ambition pédagogique" [...] des journalistes scientifiques consisterait à corriger la situation en développant la connaissance et la culture scientifiques »²

On peut trouver discutable de considérer les journalistes scientifiques comme des vulgarisateurs lorsqu'on observe notre corpus d'articles. En effet on est surpris de constater que les articles ne livrent presque pas d'informations dont on perçoit immédiatement le caractère scientifique. L'impression qui se dégage de ce corpus et qui se confirme après analyse est un sentiment de pauvreté informationnelle. On peut dès lors se demander si le rôle des journalistes scientifiques n'a pas évolué d'une certaine manière, tout du moins dans les médias généralistes. Mais si le rôle des journalistes scientifiques a évolué, les manières dont ils communiquent ont-elles suivi cette tendance ? Pourrait-on cerner des évolutions du rôle des journalistes scientifiques à travers l'évolution du concept de vulgarisation ? C'est ce que nous essaierons de faire dans le prochain chapitre.

¹ Voir l'argumentaire que développe Françoise Tristani-Potteaux, *ibid.* p42-45

² MARCOTTE Philippe, SAUVAGEAU Florian, « Les journalistes scientifiques : des éducateurs ? Enquête auprès des membres de l'Association des communicateurs scientifiques du Québec. », *Les cahiers du journalisme*, n°15, 2006, p.188

2. Le discours de médiatisation scientifique

Patrick Charaudeau propose d'expliciter, au travers du modèle de « contrat de communication », ce qui caractérise les situations de communication dans le discours scientifique, le discours didactique et le discours médiatique¹.

Mais d'abord précisons ce qu'est le « contrat de communication ».

« Le contrat de communication est ce qui structure une situation d'échange verbal en conditions de réalisation des actes de langage qui s'y produisent pour que ceux-ci soient reconnus *valides*, c'est-à-dire correspondent à une intentionnalité du sujet communicant et puissent être interprétés par le sujet qui reçoit et interprète ». Charaudeau²

Le « contrat de communication » est ainsi un ensemble de conditions plus ou moins tacites qui prédéterminent la relation qui sera instaurée entre les individus concernés par l'acte de communication et par là, le sens que les acteurs de la communication vont pouvoir co-construire. Il invite à prendre en compte l'ensemble des éléments qui à un moment donné peuvent intervenir dans l'interprétation de cette relation, que ce soit par l'un ou par l'autre des membres inscrits dans la situation de communication. Patrick Charaudeau propose de se placer du point de vue des instances de production, postulant que leur appréciation des situations de communication détermine largement la façon dont les discours de vulgarisation sont mis en scène. Si les destinataires de messages de vulgarisation jouent bien évidemment un rôle important dans la constitution du « contrat de communication », leur action sur la forme du message paraît être plutôt indirecte ce qui justifie bien une telle prise de position de l'auteur.

¹ CHARAUDEAU Patrick (dir.), *La médiatisation de la science : clonages, OGM, manipulations génétiques*, De Boeck – INA, Bruxelles, 2008

² Ibid., p.12

Patrick Charaudeau décrit et compare les situations de communication du discours scientifique, du discours didactique et du discours médiatique. Il montre que les trois situations ont des « finalités » qui se rapportent à la vérité, mais sous des formes différentes. Le premier cherche à établir, le second à transmettre, le troisième à dévoiler une vérité. Les « identités » des acteurs en situation de communication sont symétriques dans le premier cas, ce sont des pairs, alors qu'elles sont asymétriques dans les situations didactiques et médiatiques. Il remarque cependant que dans la situation médiatique, le sujet qui cherche à « dévoiler » la vérité a un rapport au savoir partiel qui l'oblige à se légitimer à chaque instant, alors que dans la situation didactique, le sujet qui transmet un savoir dont il est reconnu comme porteur. De plus, l'autre sujet de la situation de communication médiatique n'est là que pour se faire une opinion sur un savoir, non pour se l'approprier. Ensuite, la situation de communication médiatique est caractérisé par un « propos » qui n'est pas le résultat du travail d'une discipline (scientifique) visant à constituer un savoir, mais qui est un événement dont le traitement est une mise en scène reliée à plusieurs disciplines. Enfin, les supports de communication ne sont pas les mêmes et donc les « circonstances matérielles de production », les contraintes qu'elles impliquent ne sont pas les mêmes.

Si l'on cherche à caractériser la situation de communication dans laquelle un journaliste scientifique communique un message, on se retrouve dans le cadre que Patrick Charaudeau appelle la situation du « discours de médiatisation ». S'il se représente comme un vulgarisateur au sens premier du terme (comme nous l'avons supposé plus avant), il l'inscrit dans une « finalité » qui est à la fois didactique et médiatique. Il vise à « expliquer » c'est-à-dire à transmettre et à « traduire » donc à dévoiler des savoirs. Il construit ainsi une relation avec des « partenaires », des publics particuliers qui trouveront leur intérêt dans les termes de l'acte de communication. Il se place tantôt en expert, en journaliste « spécialisé », lorsqu'il a un grand bagage scientifique, donc en situation de celui qui détient des savoirs, tantôt en position d'égal à égal avec son lecteur (Tristani-Potteaux p. 46) mais en même temps, nous avons remarqué qu'il entretient la plupart du temps sa

légitimité par des artifices langagiers¹ . De plus, il construit un « propos » particulier, fondé sur des approches disciplinaires mais dont il masque les traces, qui correspond à l'univers de ses pratiques, relativement codifiées, entre autres par les codes propres au « propos » journalistique, c'est-à-dire une mise en scène, la création d'un événement. Enfin, l'acte de communication s'inscrit dans des « conditions matérielles » spécifiquement médiatiques, sur des supports écrits (presse), oraux (radio), audio-visuels (TV, internet).

La situation de communication qui recouvre l'ensemble des pratiques et des représentations du journaliste scientifique est caractérisée par une grande hétérogénéité. Elle emprunterait aux discours didactiques comme médiatiques. Patrick Charaudeau, identifie quatre contraintes propres au discours médiatique: visibilité, lisibilité, sérieux, émotionnalité². Ces quatre contraintes sont manifestement respectées lorsqu'on observe la construction des articles sur l'accident nucléaire de Fukushima. En revanche, on ne perçoit pas toutes les spécificités du discours didactique. Ainsi par exemple, la finalité d'évaluations propre au discours didactique n'apparaît nulle part. Cela tient probablement aux spécificités de notre enquête bien parcellaire, et l'on peut remarquer que le magazine d'information scientifique « Science et vie », par-exemple, propose souvent des quiz dans ses dernières pages. L'on peut se demander toutefois si la dimension didactique du travail de journaliste scientifique ne tend pas à s'effacer dans les médias généralistes. Nous allons enrichir cette réflexion dans le prochain chapitre à travers une approche historique exemplaire.

¹ voir chapitre I.3

² CHARAUDEAU Patrick (dir.), op.cit., p.19-22

3. Evolution du rôle de journaliste scientifique

Nous allons ici nous intéresser à l'évolution des rapports entre le champ scientifique et le champ médiatique au travers d'un exemple : la réflexion que propose Bertrand Cabedoche sur le rapport entre l'institution scientifique qu'est le CEA et les médias. Cette approche nous paraît intéressante parce qu'elle permet d'observer des évolutions récentes de ce rapport, dans le domaine scientifique particulier de l'énergie nucléaire, ce qui nous permettra de faire des liens avec nos propres observations. Elle nous conduira à aborder l'évolution du rôle du journaliste scientifique vis-à-vis de la communication scientifique.

CABEDOCHÉ Bertrand, « Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ? », in LE BŒUF Claude, PELISSIER Nicolas, *Communiquer l'information scientifique : Ethique du journalisme et stratégie des organisations*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp.213-250

Bertrand Cabedoche s'interroge dans son article « Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ? »¹ sur l'apparente disqualification du journaliste scientifique en tant qu'acteur de la médiation scientifique et technique que semble constituer l'opération « Ouverture au grand public » amorcée en 1998 par le CEA. Il propose de s'intéresser à de probables stratégies de « contournement des médias » par le CEA .

Il pose les termes du questionnement en considérant en premier lieu que la mise en forme journalistique de l'information, notamment lorsque la source d'information

¹ CABEDOCHÉ Bertrand, « Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ? », in LE BŒUF Claude, PELISSIER Nicolas, *Communiquer l'information scientifique : Ethique du journalisme et stratégie des organisations*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp.213-250

est une instance scientifique, est fondamentalement dénaturante. Il rappelle que cette dénaturation intervient à cause de l'incompatibilité structurelle entre les logiques propres à la communication scientifique et à la communication médiatique.

Il rappelle ensuite que les années 50 et 60 ont été marquées par la prise de conscience des rapports de proximité entre instances scientifiques et pouvoir politique, et par une dénonciation de « l'instrumentalisation des médias », de la part des opposants au pouvoir parmi lesquels notamment les « anti-nucléaire ».

Bertrand Cabedoche explique que certains journalistes adoptent alors une posture critique par-rapport à leurs pratiques, s'intéressent aux discours alternatifs et les médiatisent à leur tour.

La critique des institutions devient règle dans les médias et l'attention des journalistes se tourne de plus en plus vers les écologistes sur le sujet du nucléaire, à tel point que la contre-information devient peu à peu celle qui émane des institutions.

Dès lors, il considère que les institutions scientifiques ont probablement cherché d'autres moyens, moins dénaturants, de diffuser l'information scientifique. Néanmoins, il rappelle qu'une telle analyse souffre d'un décalage théorique par-rapport aux évolutions de la « pensée communicationnelle ». En effet, la logique de contournement des médias supposerait que ceux-ci produisent des « effets forts », c'est-à-dire que la construction sociale du sens se ferait essentiellement à travers les médias. Or Philip Schlesinger montre les limites d'un tel média-centrisme dans l'analyse sociologique du journalisme. Bertrand Cabedoche propose donc de prendre en compte les « effets limités » des médias pour appréhender son objet plus finement.

Bertrand Cabedoche propose alors de relativiser l'influence des journalistes et de considérer l'intrication d'autres acteurs de la communication scientifique dans les processus de « communication scientifique ». Il prend ainsi en considération le

passage d'un « journalisme d'information » à un « journalisme de communication ». Les médias adaptent leur structure de fonctionnement à une logique commerciale, se construisent en fonction de stratégies de marché, dans un rapport au public comme consommateur. Il soulève ici une problématique importante, caractérisée notamment par la crise de fidélisation des entreprises de presse, par des réflexions sur la valeur marchande de l'information etc... Jacques le Bohec identifie dans son ouvrage les tenants et les aboutissants de ce qu'il présente comme un problème de « vente à perte », propre aux entreprises de presse.¹

L'observation du « journalisme de communication » amène les chercheurs à considérer les productions journalistiques comme étant soumises à un certain suivisme vis-à-vis de leurs sources. Dans notre corpus d'article, la récurrence des sources d'information utilisées et citées tendent à vérifier ce type d'analyse.

Considérer les évolutions du journalisme comme aboutissant à un journalisme de communication invite à observer le positionnement de divers acteurs sur un sujet tel que la sûreté nucléaire.

Bertrand Cabedoche, dans son étude, décrit la posture des institutions scientifiques sur le nucléaire comme étant fondée sur l'acceptation d'une prise de risque motivée par la faiblesse du taux d'accident (inférieur à 1 sur 1 million). Il rattache cette posture à une vision utopique, celle du « risque zéro ». Cependant, nous considérons qu'il est discutable de penser le rapport actuel de l'ensemble de la communauté scientifiques au nucléaire sous cet angle. Les stratégies d'argumentation des « anti-nucléaires » ne passent t'elles pas aussi par des considérations d'ordre scientifique ? N'y a-t-il aussi des scientifiques qui remettent en cause le nucléaire ?

Pierre Fayard apporte une réponse à cette question en rappelant que les milieux de la recherche étaient plutôt situés à gauche politiquement, donc en fait plutôt

¹ LE BOHEC Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes*, L'Harmattan, Paris, 2000, p 324.

bienveillants vis-à-vis des mouvements contestataires. « Les physiciens de l'Université et du CNRS [...] n'ayant point partie liée avec l'EDF et le CEA, disposaient de plus de libertés. »¹

Bertrand Cabedoche décrit ensuite la posture citoyenne comme donnant priorité à la protection. La posture politique, parfois silencieuse, parfois en retrait derrière le principe de précaution serait selon lui surtout dans une prise en main, un investissement des problématiques d'ordre scientifique sur le sujet du nucléaire. Si tel est le cas, les hommes politiques peuvent, en fonction des cas, être amenés à se positionner aussi bien derrière la posture des institutions scientifiques « pro-nucléaire » (comme le CEA) que derrière des postures scientifiques plus critiques.

A ce stade, on peut remarquer que l'impasse est faite sur la posture des instances et organisations économiques ? Si Bertrand Cabedoche n'étudie pas cet aspect dans son étude, on devine pourtant qu'il joue un rôle considérable dans la situation que nous observons avec le traitement de l'information sur l'accident de Fukushima, puisque dans notre corpus les instances économiques sont les sources les plus investies par les journalistes.

Bertrand Cabedoche conclut en disant que le passage de logiques de vulgarisation à des logiques de communication dans les médias ont amené les instances scientifiques, non pas à contourner, suppléer ou disqualifier les médias, mais à les prendre en compte différemment. Il propose l'hypothèse selon laquelle l'importance croissante des combats politiques liés à la science pourrait amener les médias à investir un nouveau rôle, qui consisterait à assurer une cohérence à la diversité des opinions, toutes considérées comme légitimes, participant à la constitution de « débats citoyens ». Il propose de considérer l'exemple de l'« accident nucléaire de Three Miles Island », pour lequel l'action des médias, la

¹ FAYARD Pierre, *op.cit.*, p.45

façon dont les journalistes ont traités le sujet en tant qu' « événement », a permis de stimuler, de co-construire un débat public sur le nucléaire.

L'action des médias, sous ce regard, favorise le débat public sur les enjeux sociaux des sciences. En revanche, on peut remarquer que le rôle du journaliste scientifique dans ce contexte est de moins en moins envisagé sous la perspective de l' « éducateur ». Il devient plutôt une sorte de « veilleur » pour les médias, un agent qui sélectionnerait les sujets scientifiques qui méritent d'être mis en débat, et qui sélectionnerait les manières dont ces sujets peuvent être mis en débat.

Or justement, lorsqu'on observe la manière dont les journalistes scientifiques parlent de l'accident nucléaire de Fukushima, il est frappant de constater, sur le fond, la grande cohérence de l'ensemble de leurs discours. Ceux-ci se ressemblent par la forte mise en avant de quelques positionnements officiels, issus de sources aisément identifiables (les agences internationales du secteur de l'énergie et du nucléaire, les entreprises du secteur industriel de l'énergie, quelques partis politiques et associations écologistes), ainsi que par l'absence de remise en cause du savoir et des pratiques scientifiques. A travers tous ces discours, on ne retrouve presque pas de points de vue alternatifs, comme si l'événement, la crise ne pouvait être expliquée et débattue que par quelques instances légitimes sur quelques arguments supposés légitimes.

Nous pouvons remarquer que les discours sont presque tous construits autour de deux visions de la science, du savoir scientifique et technique, ainsi que du rapport entre science et société, qui ont l'air antagonistes dans la forme mais qui sont identiques sur le fond. Dans la forme certains discours rassurent, véhiculent l'idée selon laquelle la crise n'est pas si grave, que la science et les techniques permettront de la résoudre à relativement court terme. C'est le cas lorsqu'on nous explique comment telle ou telle méthode ou technique permet de résoudre tel ou tel problème ou bien lorsqu'on nous explique que les normes qui ont été fixées sont respectées (alors qu'il s'agit de critères dont seuls des spécialistes maîtrisent le sens comme par exemple pour les taux de radiation mesurés dans l'environnement).

D'autres discours, alarmistes cette fois, véhiculent l'idée selon laquelle le drame était inéluctable, prévisible et prévu, et qu'il faut développer d'autres moyens techniques pour remplacer les centrales nucléaires dans le monde. Ces discours utilisent les mêmes arguments (taux de radiation par exemple), toujours sans les expliciter. Ces deux types de discours sont repris sans distinction par les « journalistes scientifiques », et peuvent en fait être rattachés à une vision fondamentalement positiviste, selon laquelle les sciences peuvent tout expliquer et finiront toujours pas nous permettre d'aboutir à des solutions, de continuer d'avancer, de progresser, que ce soit à plus ou moins long terme au moyen des techniques qu'elles élaborent.

Cette observation nous amène nécessairement à nous interroger. Est-ce que les journalistes scientifiques sous-estiment l'importance de la diversité de leurs sources ? Ont-ils le même accès à toutes les opinions qui circulent sur le nucléaire en particulier, mais sur les sciences en général ?

On peut se demander quelle légitimité ont ces discours, pourquoi ils remplissent à ce point la scène médiatique et s'ils ne nuisent pas d'une certaine manière au débat public. Quelle est la place de l'expression individuelle ou citoyenne sur des sujets aussi complexes que le nucléaire dans les médias ? N'y a-t-il pas un véritable défaut, à la fois d'information en direction des individus/citoyens, et de réflexion commune, de débat sur les enjeux sociaux de la science dans les médias que nous étudions ?

III. Journalistes scientifiques et pouvoirs

Nous avons vu que les journalistes scientifiques ont un rapport aux sciences qui a beaucoup évolué à travers le temps. On peut y voir, en filigrane, s'affirmer de plus en plus en plus la nécessité d'interroger le rapport qu'entretiennent les journalistes scientifiques avec le pouvoir. Pour aborder cette dimension, nous avons souhaité commencer par expliciter la dimension culturelle des sciences et techniques. En effet, on parle beaucoup de « culture scientifique et technique » sans se rendre compte que la notion de « culture » est très liée aux problématiques engageant le pouvoir. Lorsqu'on parle de pouvoir, on parle en fait de plusieurs choses. Il y a le pouvoir politique et le pouvoir économique, mais aussi le pouvoir démocratique, celui du peuple qui sont à examiner avec attention. Nous allons donc essayer de questionner la place du journaliste scientifique dans le domaine de ces multiples pouvoirs et de leurs relations.

1. La culture scientifique :

Dans les années 60-70 se sont opérées deux ruptures qui ont modifié profondément la manière d'aborder la communication scientifique. En premier lieu, une nouvelle fonction s'impose, celle de « médiateur », popularisé notamment à travers la métaphore du (3^{ème} homme), proposé par Abraham Moles et Jean-Michel Oulif¹. Les deux auteurs argumentent sur la nécessité d'un intercesseur capable de combler l'écart qui se creuse entre le savoir scientifique, exprimé dans un langage de plus en plus complexe et spécialisé, et le savoir ordinaire. Bernard Schiele²

¹ MOLES Abraham, OULIF Jean-Michel, « Le troisième homme, vulgarisation scientifique et radio », *Diogène*, n°58, 1967

² SCHIELE Bernard, op.cit.

explique que la mise à distance entre d'une part la communauté scientifique et d'autre part le grand public a caractérisé un mouvement plus général d'autonomisation des médias. La seconde rupture qui s'opère concerne la prise de conscience dans les risques inhérents au développement scientifique et technique. Plusieurs catastrophes écologiques ainsi que la remise en question de plus en plus forte des conditions de travail remettent en cause fortement le rapport entre science et société fondé sur l'idéologie positiviste. « L'expression culture scientifique se concrétise, en 1979, à Grenoble, dans un premier centre de culture scientifique et technique »¹ (CCST). Les années 80 sont ensuite marquées par un fort engagement de l'Etat dans la promotion de la culture scientifique et technique. La culture scientifique, au travers de toute cette période, est caractérisée par une dimension particulièrement militante et politique. Pierre Fayard parle d'« action culturelle scientifique »². L'enjeu consiste à limiter la séparation, la clôture du champ scientifique sur lui-même afin que les citoyens puissent mesurer les enjeux sociaux de la science. On peut se demander si les journalistes scientifiques sont exclus ou non de cette mouvance et à quel titre cela pourrait se justifier.

Bernard Schiele montre dans son article « publiciser la science ! Pourquoi faire ? (revisiter la notion de culture scientifique et technique) »³ qu'à travers l'histoire se pose en France, avec de plus en plus d'insistance, la question de la mise en relation

¹ CAUNE Jean, « La culture scientifique et technique en question » in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, p.164

² FAYARD Pierre, *op.cit.*, p.133

³ SCHIELE Bernard, « Publiciser la science ! Pourquoi faire ? (revisiter la notion de culture scientifique et technique) », in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp 11-52

entre science et société, au travers d'un « noyau dur » de quelques significations qui reviennent comme un leitmotiv. Ces idées, qui depuis lors guident toutes les initiatives de communication scientifique, sont les suivantes :

- La transmission des valeurs, des savoirs et des savoir-faire scientifiques et techniques sont nécessaires pour perpétuer la dynamique faisant des sciences et techniques la base sur laquelle s'est construite la modernité.
- L'élévation de la culture scientifique et technique contribue à la prospérité économique de la nation.
- Les sciences sont l'une des plus grandes réalisations de l'esprit humain et participent de ce fait à notre culture contemporaine.
- Les modifications que les sciences opèrent dans notre rapport à l'environnement (social comme naturel) nécessitent d'être pris en considération par chacun dans une perspective citoyenne.

Bernard Schiele propose de considérer l'aspect cyclique de l'activation de ce « noyau dur » de significations. Il montre que la publicisation des sciences et techniques contribue à la reconfiguration du rapport au savoir parmi les acteurs sociaux. Enfin, il remarque que ces recompositions s'accompagnent à chaque fois d'un déplacement des espaces de communication où s'exercent un droit de parole. Bernard Schiele conclut sur deux remarques qui nous paraissent concerner particulièrement les journalistes scientifiques. En premier lieu, il propose une critique du hiatus entre scientifiques et ignorants, considérant que les scientifiques eux-mêmes, de par leur spécialisation extrême, se trouvent être les ignorants d'autres spécialités qu'ils ne maîtrisent pas. La deuxième remarque concerne la manière dont on conçoit la communication scientifique à travers les médias. Il critique les approches qui consistent à considérer la médiatisation des sciences comme produisant une mise à distance entre sciences et sociétés. Ces approches, selon lui, ne permettent pas de sortir d'une vision diffusionniste de la publicisation des sciences. Ces considérations, d'une part, invitent les journalistes scientifiques à s'interroger sur la manière dont ils construisent leur « contrat de communication » et notamment leur rapport au public. D'autre part, elles confortent notre idée

selon laquelle l'analyse des transformations des pratiques des journalistes scientifiques peut contribuer à saisir la manière dont les rapports entre science et société se reconfigurent dans le temps.

Pour sortir justement d'une approche diffusionniste de la culture scientifique, nous pouvons nous appuyer sur la proposition de typologie de Jean Caune¹. Il met en avant deux autres approches de la culture scientifique et technique qu'il appelle « type utilitariste » et « type culturaliste ». Le premier modèle se manifeste à travers les discours sur « les processus et les dispositifs susceptibles d'établir des médiations entre les citoyens et les technosciences » ou sur les « produits qui donnent des représentations et des images de la science ». Le deuxième met l'accent sur « une approche globale de la culture » sous des thématiques telles que « la mise en espace, la mise en scène, la mise en exposition » d'objets, dans une logique qu'on peut dans une certaine mesure comparer aux réflexions sur la culture artistique par exemple.

Nous allons par la suite envisager ces deux modèles et les relier aux travaux qui nous semblent liés à ces conceptions.

2. De l' « industrie culturelle » aux « Industries culturelles ».

Le premier type d'approche dont parle Jean Caune, le type « utilitariste » nous amène à réfléchir sur l' « industrie culturelle » au singulier, puis les « industries culturelles » au pluriel.

Le concept d' « industrie culturelle » émerge dans les réflexions des théoriciens issus de l'école de Francfort dans les années 1940. Remettant en cause la sociologie fonctionnaliste, ils amorcent une réflexion critique basée sur leurs inquiétudes vis-

¹ CAUNE Jean, « La culture scientifique et technique en question » in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp.184-185

à-vis du devenir de la culture au sens large, dans un contexte où le pouvoir symbolique des médias commence à être suspecté de donner lieu à des manipulations massives de l'opinion¹. Ce contexte correspond à la montée en puissance de l'Allemagne nazie qui obligera les membres de l'école de Francfort à quitter le pays pour se disséminer à travers le monde, et en particulier aux Etats – Unis dans l'université de Columbia. Parmi les théoriciens de cette école, se distinguent Théodor Adorno et Max Horckheimer, qui conçoivent le modèle de l'« industrie culturelle »². Le modèle de l'« industrie culturelle » s'applique à l'ensemble des entreprises productrices de biens dont la valeur est essentiellement symbolique. Ils introduisent ainsi l'idée selon laquelle l'information peut être considérée comme une marchandise. Les deux auteurs considèrent que les logiques industrielles de sérialisation, standardisation, division du travail, qui gouvernent ce type d'industries génèrent une culture « de masse » auquel nul ne peut échapper. Ils voient dans ce mouvement les risques d'une aliénation de l'individu, considérant que la culture doit être un moyen de résister et non de s'intégrer au système établi. Pour eux, la « rationalité technique » qui gouverne les logiques économiques impose son dictat sur la société.

Si l'on essaye d'appliquer tel quel le modèle de l'« industrie culturelle » à la problématique de la culture scientifique, on serait tenté de penser que les médias produisent une information scientifique et technique « standardisée », uniformisée selon des logiques purement économiques. Cette vision très pessimiste sera cependant nuancée par les apports d'autres théoriciens comme par exemple Walter Benjamin. Celui-ci propose de considérer la technique comme partie intégrante de

¹ TCHAKOTINE Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Gallimard, Paris, 1952

² ADORNO Théodor, HORKHEIMER Max, « La production industrielle des biens culturels », in *La dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1974

la culture de l'époque, et critique ce qu'il perçoit , chez Adorno et Horkheimer, comme étant une « sacralisation de l'art »¹

). Cette critique prend tout son sens lorsqu'on parle de « culture scientifique et technique ». En effet, sans ce type de critiques, peut être la notion de « culture technique » n'aurait-elle jamais vu le jour. Il ne reste pas moins que les théoriciens de l'école de Francfort ciblent l'importance des médias comme étant des instruments potentiels de contrôle social, dominés par des logiques économiques et les accusent de masquer l'asservissement de l'Homme sous les apparences de la rationalité scientifique et technique . Ainsi considérés, les médias permettent à ceux qui les contrôlent, le pouvoir politique à l'époque, de reproduire un système de domination. Dans notre société actuelle, se pose la question de savoir qui contrôle les médias, tant les logiques politiques et celles des grands groupes économiques semblent s'interpénétrer.

Nous avons déjà fait remarquer la grande importance des contraintes économiques dans le journalisme de communication sans aller plus loin dans les relations entre les médias et le monde économique. Au regard du modèle de l'« industrie culturelle », on pourrait penser que le système est dominé par des acteurs économiques. Or, les médias généralistes ont la particularité d'appartenir presque tous à de grands groupes économiques internationaux, qui jouent un rôle dans un nombre considérable de secteurs économiques différents.

Concernant les journalistes scientifiques, cela amène des interrogations particulières. Quel est le degré de soumission du journaliste scientifique aux impératifs économiques de l'entreprise où il travaille ? Comment cela se répercute t'il sur ses propres choix éditoriaux et sur ceux du média pour lequel il travaille ? Quelles stratégies les entreprises peuvent-elles mettre en œuvre au contact des

¹ MATTELART Armand et Michelle, *Histoire des théories de la communication*, La découverte, Paris, 2004, p.40

journalistes scientifiques pour influencer sur l'opinion ? Le politique influence t'il également les pratiques des journalistes scientifiques ? Si oui dans quelle mesure ?

Notre corpus d'articles est caractérisé par la grande présence, parmi les sources d'information, de quelques entreprises du secteur de l'énergie. En particulier on peut citer AREVA, Electricité de France (EDF) et la Tokyo Electric Power Company (TEPCO). Toutes les trois sont des entreprises très fortement liées au secteur du nucléaire. AREVA se présente comme le numéro un mondial du cycle de l'énergie nucléaire et des métiers du nucléaire. EDF se présente comme le premier producteur nucléaire mondial. Enfin TEPCO, est l'homologue japonais de ces entreprises.

Lorsqu'on s'intéresse aux communiqués de presse que les entreprises publient sur leurs sites internet¹, on se rend compte que la plupart des informations qu'ils contiennent sont passées à un moment ou à un autre dans les articles des journaux « Libération » et « Figaro ». Il ne fait aucun doute que les journalistes des deux quotidiens utilisent ces communiqués pour construire leurs articles. Cela se remarque d'autant plus dans l'article d'Arnaud de la Grange daté du 18 mars intitulé « La France offre son aide technique », au vu du fait que ce journaliste est un correspondant au Japon...

Cependant, on peut remarquer que d'autres sources reviennent fréquemment (AIEA, ASN etc...). Ces organismes sont gouvernés par des instances politiques internationales ou nationales qui adoptent visiblement des stratégies de relations de presse similaires aux entreprises. Il suffit pour s'en convaincre d'observer leur site internet.

Que ce soient pour les instances économiques ou politiques, on ne peut écarter le fait que leur pratique des relations de presse influence les articles qu'on retrouve dans les médias. En revanche, il est difficile de mesurer le degré de cette influence. Remarquons toutefois que l'information est moins contradictoire lorsqu'elle est traitée par les journalistes scientifiques.

¹ Voir leurs sites internet respectifs, adresses en bibliographie

Le modèle de l' « industrie culturelle » montre ses limites dès lors qu'on se penche sur les problématiques actuelles du lien entre économie, politique et médias. La donne semble s'être complexifiée avec l'entrée de nos sociétés dans l'ère capitaliste. En 1978, l'équipe de recherche animée par Bernard Miège propose d'aborder le problème en prenant le contrepied de l'école de Francfort et développe la notion d' « industries culturelles »¹

Le pluriel affirme la nécessité de tenir compte de la diversité des modèles industriels qui se sont développés autour de la marchandise culturelle. Il s'agit dès lors de tenir compte de plusieurs éléments. Les différences entre les produits et contenus informationnels, entre les formes des entreprises du point de vue de leur statut et de l'organisation du travail qu'on y observe, ainsi que les diverses logiques de concentration existantes (horizontale ou verticale). De plus, il faut tenir compte du positionnement des usagers vis-à-vis des produits ou services proposés.

Cette approche nous invite à observer les pratiques du journaliste scientifique dans le cadre complexe de l'organisation capitaliste des médias. On peut se demander si la complexité de ce cadre contraint de plus en plus ou au contraire libère son potentiel d'action. Il n'est pas simple de savoir dans quelle mesure les logiques industrielles conditionnent les pratiques et représentations des journalistes scientifiques. En tous les cas il semble que les journalistes scientifiques sont nécessairement aux prises avec des logiques capitalistes dont on peut se demander si elles ne contraignent pas fortement le débat public. Mais pour aller plus loin dans cette réflexion, nous allons nous intéresser à la notion d'espace public, telle que développée par Jürgen Habermas.

3. L'espace public scientifique

L'Espace public se conçoit pour Jürgen Habermas comme un espace de médiation

¹ MIEGE Bernard, *Capitalisme et industries culturelles*, PUG, Grenoble, 1978

entre l'Etat et la société, fondé sur la discussion publique, l'argumentation entre individus éclairés. Dans ce cadre, la publicisation est en lien direct avec l'intérêt général, il s'agit de transmettre l'information sur la base de laquelle les individus vont pouvoir prendre position. Il fonde cette notion à partir de l'observation des pratiques de la société bourgeoise du XVIIIème siècle et étudie les évolutions que subissent cet « espace public » dans une perspective historique. Dans la veine de l'école de Francfort et des réflexions d'Herbert Marcuse sur l'Homme unidimensionnel, il considère que cet Espace public se désagrège à mesure que le contrôle de l'opinion et la standardisation des biens de consommation uniformisent le « monde vécu » à l'échelle individuelle. Il remet en cause la rationalité technique et le modèle commercial de la communication qui mène les industries à transformer la publicité en « fabrique de l'opinion ». Ce qu'Habermas appelle Espace public est un lieu d'exercice de la citoyenneté, l'endroit où l'individu citoyen est susceptible d'exprimer son opinion et où il est censé pouvoir recueillir les opinions d'autrui. Cet espace n'est pas sans rappeler l'agora grecque. L'espace public est donc le lieu où peut se constituer du débat, de la controverse, à fortiori pour ce qui nous intéresse sur les risques environnementaux et donc sur le nucléaire. Il devient dès lors intéressant de réfléchir aux modalités d'accès à cet espace public. Peut-on considérer que le discours de médiatisation scientifique porté par les journalistes scientifiques participent de cet Espace public ? S'exerce t'il réellement une controverse ? Dans les apparences, le fait que leurs discours soit polarisé autour des préoccupations d'ordre économique et politique par moments, autour de préoccupations environnementalistes par d'autres, laisse à supposer qu'ils alimentent du débat. Pourtant, nous avons vu qu'il s'agit plus d'une mise en scène, d'une construction dont les visées sont autres (diffusion du savoir scientifique et technique, éducation des individus ignorants etc..) et dont la légitimité est sans cesse réaffirmée par des « effets de scientificité ». Le discours est d'ailleurs « factuel », il ne se présente pas comme une opinion. Or la base de l'argumentation réside dans l'échange d'opinions. On peut donc penser que les discours des journalistes scientifiques ne participent pas d'un espace public comme

le conçoit Habermas et confirment plutôt son appréciation. Il semblerait que ces discours participent d'une clôture de l'espace d'argumentation sur les enjeux de la science dans le domaine énergétique. Bernard Miège¹ rappelle d'ailleurs que ce domaine est caractérisé par le succès durable des actions de communication publique des acteurs dominants. Il explique qu'Habermas a mis au jour le complexe « science-technique-industrie-armée-administration intégré » et montré que celui-ci impose une modernisation technologique légitimée par des actions communicationnelles très variées.

Ces actions entretiennent une conscience technocratique qui empêche les acteurs de la communication scientifique de se poser la question de la constitution d'un véritable espace public scientifique au sens Habermassien, c'est-à-dire un espace d'échange argumentatif sur les sciences dans lequel les acteurs du débat ont une conscience claire des enjeux. Parmi ces acteurs, il semble bien que les journalistes scientifiques ne participent guère plus à cette réflexion. Il faudrait chercher parmi eux ceux qui peut-être trouvent des moyens de contourner la rigidité de l'appareil médiatique pour constituer une réflexion originale.

Mais pour effectuer un tel travail, il faut aborder le problème avec des éléments de terrain plus consistants.

¹ MIEGE Bernard, « L'espace public scientifique *sociétal* : ô combien problématique », in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp 125-140

Conclusion

Bernard Miège¹ dans son dernier ouvrage sur le nouvel espace public décrit les mutations que l'on peut observer et dont il faut tenir compte dans l'approche théorique de l'Espace public.

La mise en regard des pratiques et représentations des journalistes scientifiques avec ces évolutions pourraient constituer une démarche originale de recherche en sciences de la communication. Les enjeux sont multiples. Bien entendu, la démarche permettrait de mieux connaître les journalistes scientifiques d'aujourd'hui, leurs objectifs, leurs attentes, les difficultés auxquelles ils sont confrontés ainsi que les perspectives qu'ils voient s'ouvrir dans leur champ d'activité. De ce point de vue, il paraît intéressant de mener des entretiens auprès d'une large population de journalistes scientifiques issus d'horizons divers (presse, radio, TV, Internet...). Ensuite, la démarche pourrait permettre de redéfinir avec précision leur place dans la communication scientifique et technique, et ainsi peut-être d'initier une remise en question de leurs pratiques, et de leurs représentations quant à leur rôle social. L'enjeu est de taille puisqu'il pourrait s'agir de recrédibiliser et revaloriser une profession qui semble être en perte d'autonomie. Jean Caune remarque que « La CST apparaît trop souvent ou trop unilatéralement comme un discours de justification de la science ou de la technique dans un horizon marqué par le désenchantement vis-à-vis de l'articulation entre progrès scientifique et technique et progrès social »². Cela semble d'autant plus vrai concernant les journalistes scientifiques. Il ajoute en parlant de processus de délibération

¹ MIEGE Bernard, *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, PUG, Grenoble, 2011

² CAUNE Jean, « La culture scientifique et technique en question » in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, p.186

impliquant scientifiques, politiques, acteurs sociaux et citoyens : « Nul doute que les espaces de la CST sont un endroit privilégié pour élaborer les dispositifs de cette délibération »¹. La participation des journalistes scientifiques, qui sont tout de même des acteurs spécialisés à la fois dans la communication et dans les sciences se justifie pleinement et on aurait tort de penser que leur position se résume à celle de n'importe quel journaliste. Leur niveau de spécialisation et leur position hors du champ scientifique pourrait les amener à prendre du recul et porter des interrogations pertinentes. A condition, bien entendu, de ne pas réactiver de rapports de domination.

Il s'agit donc de soumettre à la réflexion l'importance de l'argumentation dans la constitution d'un espace public scientifique. Les médias actuels sont en train de se reconfigurer et l'on voit réapparaître des journaux qui privilégient l'opinion dans leur ligne éditoriale. Il est nécessaire de voir si de telles initiatives ont une influence dans le domaine du journalisme scientifique. Y'aurait-il des acteurs qui adoptent des stratégies de contournement des modes classiques de publicisation des sciences ? Y'a-t-il des supports spécifiques sur lesquels s'ouvrent des espaces d'argumentation sur les sciences ? Ou bien n'existe-t-il que du journalisme scientifique « factuel » ?

Il s'agit également de revisiter le lien entre publicisation et intérêt général. La manière dont se construisent actuellement les luttes qui concernent le rapport entre sciences, techniques et sociétés prennent la plupart du temps la forme de couples oppositionnels institutions politiques-associations militantes. Les institutions scientifiques semblent étrangement silencieuses. Les stratégies de communication des premiers se ressemblent énormément et l'on peut se demander s'il n'y a pas des stratégies de contournement des médias de la part des institutions scientifiques. La publicisation semble avoir quitté l'espace médiatique. Comment les journalistes scientifiques interprètent-ils cela ? Quid de la mission d'intérêt général des journalistes ? On peut remarquer que certains journalistes

¹ Ibid., p.187

scientifiques proposent des services de conseil en communication¹. Que conseillent-ils ? Comment concilient-ils intérêt général et publicisation ? Travaillent-ils, à l'occasion pour des entreprises privées ou des associations militantes ? Comment gèrent ils alors leur légitimité ?

La mise en œuvre d'entretiens auprès de ces professionnels pourrait permettre de tester l'évolution de leurs rapports avec la sphère scientifique, la sphère politique et économique.

Il nous semble que cette approche doit, de plus, tenir compte des spécificités constitutives des industries culturelles. Il faut bien tenir compte du fait que les logiques médiatiques sont celles d'industries qui commercialisent de l'information. Il nous paraît nécessaire de creuser dans cette direction pour comprendre la diversité des modèles de production et de valorisation des contenus informationnels d'ordre scientifiques. S'il doit y avoir un espace public scientifique, les formes contemporaines de l'espace public nous amènent à dire que la matière des discussions argumentatives doit être les contenus que ces industries produisent. Il faut donc situer les journalistes scientifiques comme étant parties intégrantes de ces entreprises productrices d'information scientifique.

Mais la constitution d'un espace public scientifique pourrait bien passer par la conception de nouveaux modèles. Il nous paraît dès lors intéressant de nous interroger sur les apports potentiels des technologies numériques. Mais quelles sont les potentialités qu'offre les supports numériques et quelles contraintes supposent ils ? Comment les journalistes scientifiques considèrent-ils, par-exemple l'utilisation d'internet ?

Nous pensons qu'une recherche approfondie sur ce terrain est nécessaire. Il nous semble que le passage à Internet constitue une difficulté majeure pour les acteurs de la communication scientifique et technique, et notamment pour les journalistes scientifiques. En effet ce support met à l'épreuve les modèles économiques des entreprises traditionnelles. L'enjeu est donc pour les journalistes scientifiques de

¹ Voir, à titre d'exemple blog de Marie-Odile Monchicourt : http://www.mominfo.dawaprod.com/?page_id=12

trouver des modèles pertinents et adaptés à leur pratique.

Mais cela ne doit pas nous faire oublier que les pratiques et représentations des journalistes scientifiques sont issues d'une longue tradition qui doit être prise en compte pour mesurer l'ampleur des évolutions contemporaines. L'approche ne peut être a-historique.

Il y a un enjeu démocratique derrière l'ouverture de l'espace public scientifique.

« La liberté politique ne peut se résumer au droit d'exercer sa volonté. Elle réside aussi dans le droit de maîtriser le processus de formation de cette volonté »¹

Dépasser l'idéologie positiviste, prendre en compte la complexité des phénomènes à l'œuvre et considérer les individualités, les acteurs plutôt que les ensembles indistincts, sont des lignes directrices qui nous paraissent bien orientées.

¹ MATTELART Armand et Michelle, op.cit., p.105

Annexes

Annexe 1 :

Articles parus dans le journal « Le figaro » dans la semaine du 11 au 18 mars 2011, classés par auteur

Date	18.03.11	17.03.11	16.03.11	15.03.11	14.03.11	13.03.11 (Dimanche)	12.03.11	11.03.11 Aucune info le jour même
Auteur								
Maurin Picard	1	1		1			1	
Laure Marchand	1							
Arnaud de La Grange	4	2	1	1	2			
Régis Arnaud	1	1		1	1			
Laure Mandeville	1				1			
Jean-Luc Nothias	2							
Yves Miserey	1	1	1	1	2			
Muriel Frat	1							
Herve Rousseau	1							
Fabrice Nodé-Langlois	1	2		1				
Ivan Rioufol	1							
David Reyrat (sport)		2						
Pierre Avril		1		62				

Mathieu de Taillac		1						
Frédéric De Monicault	1	1			2			
Marc Mennessier		1	1		2			
jean jacques mével			1					
Patrick Saint-Paul			1					
Richard Heuzé			1					
Anne Jouan			2	2	1			
Anne Fulda			1		1			
Yves Thréard			1		1			
Anne- Sophie Cathala			1					
Roland Laskine			1					
Paul-Henri Du Limbert			1					
Philippe Gelie				1				
Tristan Vey					1			
Non indiqué					1			
Cyrille Lachèvre et							1	
Cyrille Pluyette							1	
Stéphane Kovacs							1	

Journalistes scientifiques :

Marc Mennessier, Journaliste scientifique Chef adjoint du service Science-Médecine

Journalistes hybrides :

Anne Jouan, Journaliste spécialisée dans les questions environnementales.

Frédéric De Monicault, journaliste au service économie

Fabrice Nodé-Langlois journaliste spécialiste de l'énergie au service économie

Yves Miserey, Journaliste au service sciences-médecine

Les trois sont co-fondateurs du blog « Le climat dans tous ses états » avec Marielle Court::

<http://blog.lefigaro.fr/climat/>

Journalistes dont la spécialisation justifie contribution :

Maurin Picard, Correspondant à Vienne spécialisé en politique extérieure et sur les questions liées à la non-prolifération nucléaire. Auteur du blog « Poussières d'empire » : <http://poussieresdempire.blogspot.com/>

Fabrice Nodé-Langlois journaliste spécialiste de l'énergie au service économie

Régis Arnaud, correspondant à Tokyo

Arnaud de La Grange Envoyé spécial à Tokyo

Synthèse :

Nombre total d'articles : 65, tous signés

Plus gros contributeurs :

10 articles de Arnaud de La Grange

6 articles de Yves Miserey

5 articles de Anne Jouan

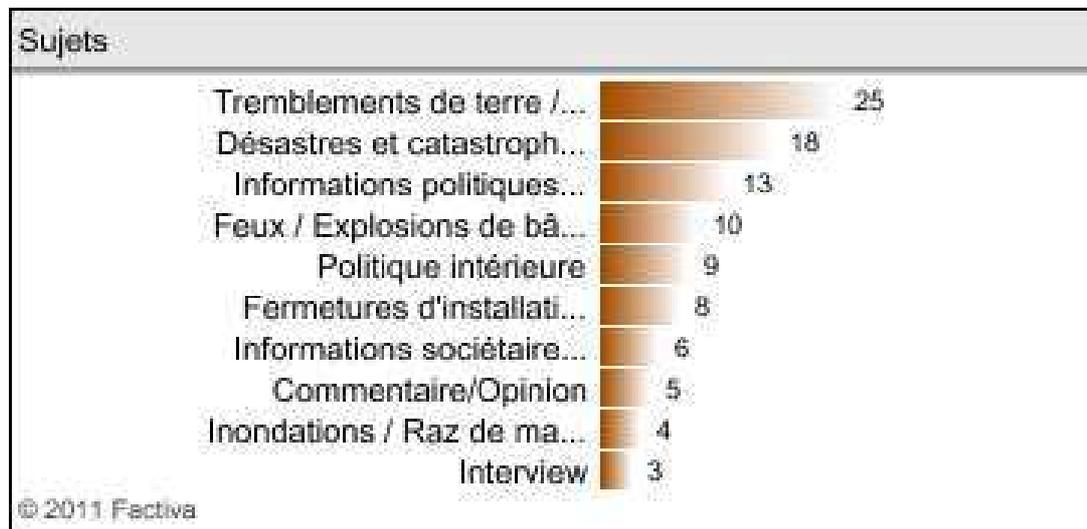
4 articles de: Maurin Picard, Régis Arnaud, Fabrice Nodé-Langlois, Marc Mennessier, Frédéric De Monicault

2 articles de: David Reyrat, Jean-Luc Nothias, Laure Mandeville, Anne Fulda, Yves Thréard

1 article pour les 17 autres journalistes

1 article non signé

Thématiques abordées par les articles :



Sources d'information présentées dans les articles :



Annexe2 :

Articles parus dans le journal « Libération » dans la semaine du 11 au 18 mars 2011, classés par auteur

Date	18.03.11	17.03.11	16.03.11	15.03.11	14.03.11	13.03.11	12.03.11	11.03.11
Auteur	1 Dossier spécial 10 pages	Libé des écrivains (Les écrivains contributeurs sont grisés)	1	1	1	(Dimanche)	1	1 Aucune info le jour même
Pierre Marcelle	1							
Matthieu Ecoiffier	1			1				
Grégoire Biseau	1							
François Sergent	1							
Sylvestre Huet	2	1	1	1	2		1	
Michel Temman	1		1	1	2			

Philippe Grangereau	2		1					
Jean-Pierre ANDREVO N		1						
Ryoko Sekiguchi		1						
Doa		1						
Jean ROUAUD		1						
Michaël Ferrier		1						
Cécile Wajsbrodt		1						
Danièle SALLENAV E		1						
Charles ROBINSON		1						
Christian Losson			1	1	1		1	
Alain Auffray			1					
Giampaolo VISETTI			1	1				
Coralie			1					

Schaub								
Laure Noualhat			1	1	2			
Alexandra Schwartzbrod			1		2			
Fabrice Rousselot				1				
Nathalie Versieux				1				

Journalistes scientifiques :

Sylvestre Huet, journaliste spécialisé en sciences depuis 1983, auteur du blog {sciences²} :

<http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2011/03/page/3/>

Journalistes hybrides :

Laure Noualhat, spécialisée en écologie (travaille aussi pour Terra Eco). Auteur du blog « six pieds sur terre » : <http://environnement.blogs.liberation.fr/>

→ sujet de prédilection : le nucléaire !

Courte Interview : http://www.terre.tv/fr/1981_un-cafe-avec-laure-noualhat

Grégoire Biseau, rédacteur en chef adjoint, en charge des pages Eco-Terre [Ecologie]

Journalistes dont la spécialisation justifie contribution :

Alexandra Schwartzbrod, spécialisée en économie dans les domaines industriels de l'armement et du nucléaire

Coralie Schaub, spécialisée en économie, a beaucoup écrit sur les défis environnementaux

Christian Losson, chargé de l'économie internationale

Michel Temman, correspondant au Japon

Philippe Grangereau, journaliste et "spécialiste de l'Asie" basé à Pékin, envoyé en renfort au Japon.

Giampaolo VISETTI, correspondant au Japon

Synthèse :

Nombre total d'articles : 56 dont 46 signés.

Plus gros contributeurs :

8 articles de Sylvestre Huet

5 articles de Michel Temman

4 articles de : Christian Losson, Laure Noualhat

3 articles de : Alexandra Schwartzbrod, Philippe Grangereau

2 articles de : Matthieu Ecoiffier, Giampaolo VISETTI

1 article pour les 7 autres journalistes (hors écrivains)

Thématiques abordées par les articles :



Sources d'information présentées dans les articles :

Sociétés

Areva SA	3
The Tokyo Electric Powe...	3
Electricite de France SA	1
France Televisions	1
World Health Organizati...	1

Bibliographie :

Ouvrages

ADORNO Théodor, HORKHEIMER Max, « La production industrielle des biens culturels », in *La dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1974

CHARAUDEAU Patrick (dir.), *La médiatisation de la science : clonages, OGM, manipulations génétiques*, De Boeck – INA, Bruxelles, 2008

FAYARD Pierre, *La communication scientifique publique : De la vulgarisation à la médiatisation*, Chroniques sociales, Lyon, 1988

HABERMAS Jürgen, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1978

JACOBI Daniel, *La communication scientifique : Discours, figures, modèles*, PUG, Grenoble, 1999

LE BŒUF Claude, PELISSIER Nicolas, *Communiquer l'information scientifique : Ethique du journalisme et stratégie des organisations*, L'Harmattan, Paris, 2003

LE BOHEC Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes*, L'Harmattan, Paris, 2000

MATTELART Armand et Michelle, *Histoire des théories de la communication*, La découverte, Paris, 2004

MIEGE Bernard, *Capitalisme et industries culturelles*, PUG, Grenoble, 1978

MIEGE Bernard, *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, PUG, Grenoble, 2011

PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, PUG, Grenoble, 2005

STENGERS Isabelle, *Sciences et pouvoirs : La démocratie face à la technoscience*, La découverte, Paris, 2002

TCHAKOTINE Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Gallimard, Paris, 1952

TRISTANI-POTTEAUX Françoise, *Les journalistes scientifiques : médiateurs des savoirs*, Economica, Paris, 1997

Thèses :

PRACONTAL Michel de, *L'émetteur en vulgarisation scientifique : étude du système Science et Vie*, thèse de 3^{ème} cycle, Paris 7, 1982

Articles :

BOURDIEU Pierre, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 2, n°2-3, 1976, pp. 88-104

CABEDOCHÉ Bertrand, « Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ? », in LE BŒUF Claude, PELISSIER Nicolas, *Communiquer l'information scientifique : Ethique du journalisme et stratégie des organisations*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp.213-250

CAUNE Jean, « La culture scientifique et technique en question » in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp.161-187

CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 101-102, 1994, pp. 40-62

DELEU Christophe, « Les journalistes et la science : représentations des pratiques professionnelles dans les journaux d'information des médias télévisuels généralistes », *Les cahiers du journalisme*, n°15, 2006, p.66-85

DELFORCE Bernard, « Les spécificités de la médiatisation : L'information scientifique aux risques des médias », in LE BŒUF Claude, PELISSIER Nicolas, *Communiquer l'information scientifique : Ethique du journalisme et stratégie des organisations*, L'Harmattan, Paris, 2003, pp.163-177

LETEINTURIER Christine, « La formation des journalistes français : Quelles évolutions ? Quels atouts à l'embauche ? Le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse 2008 », *Les cahiers du journalisme*, n°21, 2010, pp. 110-135

MARCOTTE Philippe, SAUVAGEAU Florian, « Les journalistes scientifiques : des éducateurs ? Enquête auprès des membres de l'Association des communicateurs scientifiques du Québec. », *Les cahiers du journalisme*, n°15, 2006, p.174-195

MIEGE Bernard, « L'espace public scientifique *sociétal* : ô combien problématique », in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp 125-140

MOLES Abraham, OULIF Jean-Michel, « Le troisième homme, vulgarisation scientifique et radio », *Diogène*, n°58, 1967

PALMER Michael, « L'information agencée, fin de siècle. Visions du monde et discours en fragments », *Réseaux*, vol.14, n°75, 1996, pp.87-110

RUELLAN Denis, « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, vol.10, n°51, 1992, pp. 25-37

SCHIELE Bernard, « Publiciser la science ! Pourquoi faire ? (revisiter la notion de culture scientifique et technique) », in PAILLIART Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble, PUG, 2005, pp 11-52

Articles en ligne : Date de dernière consultation pour tous les articles : le 06.05.11

CHAMPAGNE Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », [**Document en ligne**], *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, vol.90, 1991

Consultation sur : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1991_num_90_1_2997

FLICHY Patrice, « La place de l'imaginaire dans l'action technique » [**Document numérique**], *Réseaux*, n°109, vol.5, 2001

Consultation sur : www.cairn.info/revue-reseaux-2001-5-page-52.htm.

ROUZE Vincent, « Médiation/s : un avatar du régime de la communication ? » [**Document numérique**], *Les enjeux de l'Information et de la Communication*, dossier 2010

Consultation sur : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=ENIC_HS02_0500

RUEDA Amanda, « Des médias aux médiations : quelles médiations, quels objets, quels enjeux ? »

[Document numérique], *Les enjeux de l'Information et de la Communication*, dossier 2010

Consultation sur : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=ENIC_HS02_0600

Autres sites consultés : Date de dernière consultation pour tous les articles : le 06.05.11

Blogs de journalistes scientifiques :

blog de Marielle Court, Yves Miserey, Fabrice Nodé-Langlois et Frédéric De Monicault

« Le climat dans tous ses états » : <http://blog.lefigaro.fr/climat/>

blog de Maurin Picard « Poussières d'empire » : <http://poussieresdempire.blogspot.com/>

blog de Sylvestre Huet {sciences²} : <http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2011/03/page/3/>

blog de Laure Noualhat « six pieds sur terre » : <http://environnement.blogs.liberation.fr/>

blog de Marie-Odile Monchicourt : http://www.mominfo.dawaprod.com/?page_id=12

Site internet de l'AJSPI : <http://www.ajspi.com/index.php?ID=36>

Sites internet d'entreprises:

Relations de presse d'AREVA : <http://www.areva.com/FR/actualites-753/communiqués-de-presse-du-leader-des-métiers-de-l-energie-nucleaire-et-renouvelables.html>

Relations de presse d'EDF : <http://medias.edf.com/medias-21.html>

Sites internet d'agences de l'énergie :

Relations de presse de l'AIEA: <http://www.iaea.org/newscenter/>

Relations de presse de l'ASN : <http://www.asn.fr/index.php/Haut-de-page/Presse>

Table des matières

Introduction.....	4
I. Journaliste scientifique et médias.....	12
1. Le journalisme scientifique comme sous-profession.....	12
2. L'idéologie : base de la légitimité du journaliste scientifique:.....	19
3. Effet de scientificité sur effet d'écran.....	25
II. Journalistes scientifiques et sciences.....	32
1. La vulgarisation scientifique.....	33
2. Le discours de médiatisation scientifique.....	38
3. Evolution du rôle de journaliste scientifique.....	41
III. Journalistes scientifiques et pouvoirs.....	47
1. La culture scientifique :.....	47
2. De l' « industrie culturelle » aux « Industries culturelles ».....	50
3. L'espace public scientifique.....	54
Conclusion.....	57
Annexes.....	61
Annexe 1 :.....	61
Annexe2 :.....	66
Bibliographie :.....	71